

LE MONDE LIBERTAIRE



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

« Les anarchistes ne respectent que deux codes : le code typo et le code de la route. »

Rathigui

N° **1653**

du 1^{er} au 6 décembre 2011

Les **l**uttes



payent !

M 02137 - 1653 - F: 2,50 €



Editorial



Les élections, prochaines, à venir ou en cours, ont vraiment la cote d'amour dans les médias tous azimuts. Pour celles du passé, on ne fera malheureusement pas table rase... La Tunisie, pour ne pas parler d'elle, voit arriver les politiciens barbus et raccourcisseurs de liberté. Dernièrement, au Maroc, les islamistes ont été en tête des élections. Donc, en un mois, les religieux politiques recueillent les fruits de la colère du printemps arabe dans deux pays du Maghreb. Il y a, peut-être, une sorte de vote sanction, comme en France avec le Front national? Bon, il y a quand même des sursauts de lucidité. « On a vraiment peur des islamistes, malgré tous leurs discours policés », déclaraient des Marocains à la sortie de leur bureau de vote. Pour la Syrie et l'Égypte, on attendra le résultat des derniers événements pour savoir à quelle sauce elles et ils seront mangés. Les califes en place tiennent toujours les manettes et l'armée est omniprésente et tire à balles réelles! Les populations ont déjà goûté à la rugosité (sic) des pouvoirs en place, les prétendants à la succession vont montrer leur vrai visage. En tout cas, les mobilisations populaires en cours sont porteuses d'espoir et pourraient bien venir à bout des tyrans engalonnés. Sur la place Tahrir, les manifestants s'organisent déjà, en affirmant haut et fort ne vouloir aucun parti politique ou autres fossoyeurs professionnels des dynamiques révolutionnaires. Si bien, d'ailleurs, que *Le Monde* nous a gratifiés, la semaine dernière, d'un article intitulé : « Le "rêve d'anarchie" de la place Tahrir. » Et s'il n'y a pas de drapeaux rouge et noir, l'idée est bel et bien là.

Sommaire

Actualité

De quelques victoires syndicales, par G. Goutte, page 3

Mensonges, par J.-P. Levaray, page 4

Météo syndicale, par T. Impétueux, page 5

Belle et rebelle, par E. Vanhecke, page 5

Les brèves de la rentrée, page 6

Chronique néphrétique, par Rodkol, page 7

Arguments

Espagne: la crise vote Rajoy, par R. Pino, page 8

L'Égypte veut la révolution, par P. Sommermeyer, page 9

Arguments

La révolution en chansons, par M. Rajsfus, page 11

Le capitalisme nuit à la santé, par Philippe, page 13

Potkinisme

Les erreurs dans la Bible, par N. Potkine, page 15

Lectures

Pédagogie syndicaliste, par H. Lenoir, page 16

A las barricadas, par Inana, page 17

Les conseils de Publico, par Max et Laurent, page 18

Arts

L'esthétique anarchiste, par Jean, page 19

Cinéma, théâtre et littérature en vrac, page 20

Mouvement

Actualité du mouvement, page 21

Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23

Tarifs

France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} 25 €

6 mois, 25 n^{os} 50 €

1 an, 45 n^{os} 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Le Monde libertaire — 145, rue Amelot — 75011 Paris — France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Bons baisers des grèves

Quand le prolétariat met à genoux le patronat



« Il vaut mieux être piquet de grève que par un scorpion. »
Pierre Dac

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Segui de la FA
CGT Commerce et services

IL EST DEPUIS LONGTEMPS COUTUMIER, chez nombre de nos « intellectuels » contemporains, d'affirmer, avec l'outrecuidance de celui qui croit apporter du neuf, que la lutte des classes est dépassée, que la grève et autres mobilisations syndicales ne sont plus que de vieilles pratiques de lutte anachroniques, bonnes à ranger avec les souvenirs d'un autre temps. Il arrive aussi, dans nos milieux révolutionnaires, d'entendre parfois quelques militants prétendre que l'arrêt de travail, c'est sympa, mais que l'avenir de la transformation sociale est ailleurs. Où ? Ces gens-là en ont sans doute une idée, reste que, pour le moment, on ne voit pas grand-chose, en termes d'efficacité s'entend. En revanche, du côté des grèves et des mobilisations syndicales, si ce n'est pas encore le raz de marée rouge et noir tant espéré, quelques récentes victoires témoignent que ces pratiques ne sont pas si obsolètes.

Unilever boit la tasse

Première victoire : celle des travailleurs de Fralib¹ qui, après une année de lutte « très difficile moralement et physiquement² », ont finalement obtenu gain de cause. Bref rappel des faits : il y a un peu plus d'un an, le 28 septembre 2010, la multinationale Unilever décide de fermer l'usine Fralib de Gémenos (près de Marseille), sous le prétexte d'importants soucis économiques ; prétexte évidemment fallacieux, le groupe ayant réalisé plus de 44 milliards de bénéfices en 2010 et connu une croissance de 11 % depuis 2009. En réa-

lité, outre les habituelles raisons liées au « toujours plus de profit », cette décision semble davantage intervenir pour sanctionner des salariés qui, en mars et avril 2010, s'étaient mis en grève reconductible pour obtenir des augmentations de salaire.

Menacés de chômage pour la plupart, ou de reclassements honteux pour certains (dix-sept postes étaient à pourvoir en Pologne pour 420 euros par mois !), les travailleurs se sont donc mobilisés, avec le soutien de l'UL CGT 13 et de l'UL CGT d'Aubagne, pour éviter le pire et dénoncer les méthodes de voyous de la multinationale néerlandobritannique. Après des grèves, des appels au boycott, des occupations, des manifestations, la lutte a fini par payer. Le 17 novembre dernier, la cour d'appel d'Aix-en-Provence juge « non valable » le plan de sauvegarde de l'emploi (plan social) d'Unilever. Estimant « qu'un tel plan de sauvegarde de l'emploi ne peut être considéré comme suffisant, sérieux et pertinent » et « qu'il est bien évident qu'aucun salarié du site de Gémenos ne peut accepter de telles conditions et que présenter de tels postes revient à ne rien proposer³ », la justice aixoise annule les 182 licenciements prévus. La nouvelle a été accueillie avec des larmes et des cris de joie par les salariés qui voient ainsi « récompensés » des mois de lutte intense et téméraire. Mais le combat n'est pas fini, et nul ne doute que la multinationale propriétaire de l'usine ne tardera pas à proposer un nouveau plan de sauvegarde de l'emploi qui, cette fois, ne fera peut-être pas l'objet d'une annulation judiciaire. Désormais, les salariés vont tout faire

pour qu'aboutisse leur proposition de reprendre l'usine en société coopérative, autour de la marque Éléphant. Comme le dit si bien Olivier Leberquier, délégué CGT chez Fralib : « On vient de remporter la demi-finale, on est en finale, il faut se mobiliser pour la jouer et la remporter, car seule la victoire est belle⁴. »

Ça booste sous le capot de Renault

Deuxième victoire : celle des agents de sécurité incendie de Samsic, sous-traitant de Renault à Lardy, en Essonne. En grève depuis le lundi 14 novembre, ils ont obtenu, ce jeudi 17 novembre, une prime de site à hauteur de 50 euros par mois, intégrée au salaire. Une petite victoire, certes, mais aussi une petite revanche contre le licenciement de Soumarou Souleyman, syndicaliste cégétiste chez Samsic, en octobre dernier. Par ailleurs, les salariés de TFN Propreté (sous-traitant nettoyage de Renault) sont eux aussi en grève, réclamant principalement des augmentations de salaires et d'effectifs. Leur combat n'a pas encore abouti, mais la victoire des Samsic leur a sans doute mis du baume au cœur. Et ce d'autant que la tension ne cesse de monter chez les sous-traitants du constructeur automobile, comme l'explique Bernard Bachetta,

secrétaire CGT de Renault Lardy : « Dans le cadre de son plan d'économies, Renault impose aux sous-traitants une baisse des coûts de 5 % par an. À force de tirer sur la corde, le ras-le-bol des salariés finit par éclater⁵. »

Petits acquis arrachés à Saipol

Petite victoire aussi pour les 140 salariés de Saipol Grand-Couronne (Rouen) qui, le 9 novembre dernier, après un mois de grève – initié par les syndicats CGT et SUD – et d'actions médiatiques (blocage de routes), ont obtenu le versement d'une prime de 500 euros et la création d'un poste d'opérateur pour effectuer les remplacements. Leurs collègues de Montoir-de-Bretagne (Loire-Atlantique) qui les avaient rapidement rejoint dans la lutte, ont, quant à eux, obtenu une prime de 150 euros et la titularisation de trois travailleurs, alors en contrat temporaire.

Ce n'est pas la Sociale, mais...

« Mettre à genoux le patronat » est une expression certes un peu excessive, mais ces quelques victoires témoignent que les « gens » ne sont pas aussi amorphes, passifs et infantilisés que le disent certains. Elles montrent aussi que le travail des syndicats ne se limite pas à des journées de manifestations

nationales « traîne-savates » et qu'il serait judicieux – et plus honnête – de s'intéresser aux luttes et à l'activisme qui se construisent à la base des grandes centrales, avant de les condamner d'emblée en les plaçant du côté de la cogestion et de l'accompagnement capitaliste, certes incarné par leurs directions confédérales.

Bref, en tout cas, une chose est sûre : grèves et mobilisations syndicales payent encore et, n'en déplaise à notre président, si elles ne sont pas toujours très visibles, elles n'en sont pas moins parfois victorieuses. Il ne tient qu'à nous de faire de quelques triomphes une généralité. **G. G.**

1. Usine qui fabrique les thés Lipton, actuellement dans les mains du groupe Unilever.
2. Témoignage de Jean-Michel Masselot donné à L'Humanité, édition papier du 18 novembre 2011.
3. Cité par L'Express, édition en ligne du 17 novembre 2011.
4. Cité par L'Humanité, édition en ligne du 21 novembre 2011.
5. Cité par L'Humanité, édition en ligne du 15 novembre 2011.

Gros mensonges

JUSQU'À IL Y A QUELQUES ANNÉES, on pensait bêtement que les cataclysmes qui nous tomberaient dessus seraient climatiques et/ou nucléaires. Dans un système où la majorité des gens a été conduite à l'individualisme, ça a entraîné encore plus d'enfermement chez soi, à regarder à la télé les cataclysmes, à rentrer la tête dans les épaules pour éviter de se prendre des déluges et à commander sur internet pour ne plus avoir à sortir mais consommer quand même.

Et voilà que LA crise est arrivée, la crise des subprimes, la crise des banques.

Et désormais les annonces cataclysmiques, les plans d'austérité (appelé à tort « plan de sauvetage de l'euro ») tombent quasi quotidiennement.

La crise arrive à point nommé pour faire avaler les pilules de la mondialisation capitaliste et financière. Sarkozy l'a dit : « La crise va créer beaucoup de souffrance mais ce peut être une opportunité pour notre pays de prendre des mesures qu'il n'aurait jamais acceptées. » C'est aussi pour ça que Fillon a annoncé, le 7 novembre dernier, un plan de rigueur à faire pâlir les gouvernements de droite et de gauche qui s'y étaient essayés en France depuis une trentaine d'années. Le Premier ministre a expliqué que s'il était hors de question de faire payer les riches et de faire payer les banques, il était incontournable que ce soient les salariés et les pauvres qui trinquent.

La dette sert de prétexte à un plan de régression sociale comme on ne l'avait jamais vu. Pour

l'essentiel, les cadeaux faits aux banques et aux patrons vont être payés par le travail des salariés, par une plus grande précarité, par du chômage et du serrage de ceinture : coupes dans les budgets des services publics et de la Sécurité sociale, avancement du timing pour l'application de la limite de 62 ans pour prendre sa retraite, gel du barème de l'impôt sur le revenu – ce qui entraînera une hausse des impôts –, augmentation de la TVA, etc. Pire, même, le gouvernement s'en prend aux salariés malades, potentiellement « fraudeurs » et « responsables des déficits publics » et, en instaurant un jour de carence de plus dans le privé et un dans la Fonction publique, il tente d'opposer les uns aux autres. Pendant ce temps-là, le patronat et les actionnaires rigolent et se trouvent épargnés.

Pour faire avaler la pilule, l'État brandit le spectre de la Grèce, comme cible à ne surtout pas atteindre. Fillon a même cité l'année 1945 pour en rajouter une couche, alors qu'on est tellement loin d'un pays dévasté où plus rien ne fonctionnait.

La crise de la dette n'est qu'un prétexte pour attaquer de front les classes les plus pauvres. Dans d'autres pays européens, les gens se bougent, manifestent, pour le moins. En Grèce, au Portugal, il est hors de question de se laisser tondre la laine sur le dos sans réagir.

En France, pas grand-chose. La période électorale y est pour quelque chose et les médias font tout pour nous amuser avec ce cirque.

Pourtant, plus personne n'est dupe et tout le monde sait très bien que le résultat n'entraînera qu'une quantité plus ou moins importante de vaseline pour nous faire passer les mauvais coups.

Comme le disent les camarades de la CNT : « Seule la mise en place d'une riposte syndicale mobilisant la majorité de la population pourra imposer d'autres choix économiques. » Sauf que ce n'est pas de là non plus que ça semble venir.

Le 18 novembre, à l'initiative de la CGT, cinq organisations syndicales ont appelé à une semaine d'action pour interpeller le gouvernement, avec un moment fort le 13 décembre. Il est question de « rassemblements » et même pas de manif, et encore moins de grèves. Comme me le disait un copain syndicaliste : « C'est fichu. »

Bernard Thibault a déclaré que le « mouvement syndical devait affirmer sa fermeté et sa détermination ». C'est, encore une fois, pas comme ça que ça va le faire. Une intersyndicale qui veut rester unie ne peut déboucher que sur ce type d'action où chercher le plus petit dénominateur commun pour faire ensemble n'amène plus nulle part.

Reste à s'indigner davantage, à se mettre en colère plus, à chercher tous les moyens pour devenir efficaces ensemble. Ce n'est certes pas facile aujourd'hui, mais on n'a pas d'autres choix.

Jean-Pierre Levaray

Météo syndicale

À L'INSTAR DE BERNARD THIBAUT, secrétaire de la CGT, toutes les boutiques syndicales appellent les salariés à riposter sans attendre les « scrutins de 2012 ». Entendez par là que mettre quelqu'un d'autre dans le palais de l'Élysée ne suffira pas à améliorer le sort de la classe ouvrière. On pourrait rêver un peu et penser qu'enfin ce qui reste de mouvement syndical se débarrasse du licou léniniste qui le cantonnait au rôle de courroie de transmission, mais il faut revenir à la réalité.

On aura, au cours des dernières années, suivi tristement l'évolution de l'image de marque de la CGT¹. Son rapprochement avec la CFDT, inimaginable il y a quelques décennies, les aura montré « coude à coude » pour la première place à faire les messieurs bons offices auprès des pouvoirs publics.

Les autres syndicats, FO en tête, cherchent à se démarquer de l'étrange duo Thibault-Chérèque dans les médias, tout en marquant des points au niveau local. Mais pour l'unité syndicale, on peut aller chez Plumeau ! Certes dans une entreprise donnée, des militants syndicalistes n'ont pas besoin de directives confédérales pour se battre et gagner. Elles et ils peuvent même réaliser l'unité syndicale ! Par exemple, contre la casse de l'automobile, la riposte devrait aller à une vitesse supérieure. Avant que patronat et pouvoirs publics ne mettent à mal ce qu'ils considèrent comme des villages gaulois.

C'est pourquoi les implications élyséennes de Pierre Ferrari du cabinet Secafi Alpha (réputé « proche » de la direction confédérale) ont toujours plus que posé problème. Dernièrement, les syndicats de ce cabinet (intervenant dans les CE et les CHSCT) ont tiré la sonnette d'alarme... Rajoutant du grain à moudre sur les années précédentes où Thibault fréquentait un peu trop l'Élysée !

Les égoutiers, ceux de Paris en particulier, ne sont pas connus du grand public. Pas visibles... Pourtant, comme l'écrivait Victor Hugo il y a un siècle et demi : « L'égout c'est la conscience de la ville. Tout converge et s'y confronte. Dans ce lieu livide, il y a les ténèbres, mais plus de secret. » Aujourd'hui les choses n'ont, somme toute, guère évolué, on parle même de « surmortalité » chez les égoutiers². La CGT

demande leur départ à la retraite à quarante-cinq ans. La mairie de Paris leur propose de quitter au bout de douze ans...³

Comme on l'entend partout, ce n'est pas un changement à la tête de l'État qui va remédier à tout cela. De ne plus voir la tronche de l'actuel locataire de l'Élysée sera sûrement un soulagement, mais la transformation sociale à laquelle nous aspirons est plus fondamentale !

Torrent Impétueux

1. Certes la base de la CGT offre encore des poches de résistance non négligeables, mais la figure de proue reste la même.

2. Augmentation des décès par cancers digestifs : de l'œsophage (+97 %), du foie (+85 %), de l'oropharynx (+59 %), on vous épargne la suite...

3. Comme le disait un égoutier : « On ne restera que douze ans dans les égouts, mais personne ne peut dire si l'on ne développera pas des maladies plus tard. »

Rebelle

SI L'ON M'AVAIT DIT QU'UN JOUR il y aurait une nécro de Danielle Mitterrand dans *Le Monde libertaire*, comme le dirait Johnny, mes yeux n'en auraient pas cru leurs oreilles. Et pourtant, à l'annonce de ce décès, pour attendu qu'il était, on ne peut que constater que malgré tout, c'est une grande et belle conscience qui disparaît.

Malgré tout, oui. Malgré ses compromis et peut-être pas ses compromissions, malgré sans doute une manière de complicité avec son mari, elle n'aura cependant jamais su, jamais pu et jamais voulu épouser ni vraiment se conformer à l'attitude arrogante, jésuitique et byzantine de son président de mari et n'aura jamais été sa bonne conscience de vraie gauche. Tout au plus sa complice. Mais les dernières années et les dernières décisions de François Mitterrand au pouvoir ne l'auront certainement pas convaincue, comme en atteste son parcours militant. Elle aura été, écrit-elle en 1995, « la rebelle romantique traversant la Résistance et la guerre » qui devient « l'épouse rentrée sans y prendre garde dans la vie mouvementée d'un homme politique ». On est assez loin de la potiche.

« L'Indignée » a joliment titré *Libération*, toujours en mal de récupération. Indignée certes, mais aussi rebelle, mais aussi active et

passionnée. S'il faut un exemple, on pourra retenir celui de sa visite à Mumia Abu Jamal, dans le couloir de la mort de sa prison de Philadelphie, puis de sa présence à la première française du documentaire sur le même Mumia à Lyon. Elle enverra un mot d'encouragement et son espoir de voir une issue triomphante à son combat contre toutes les peines de mort, lors de la présentation de ce film à la prison de Lyon-Corbas, le 22 novembre dernier. Bien évidemment que ce « mot » a plus de force quand on s'appelle Mitterrand qu'une pétition signée à la hâte pour ne parfois que se donner une simple bonne conscience, mais fut-elle obligée de le faire ?

Il en est ainsi de ses personnalités qui peuvent, par leur seule présence, leur seul nom, et peut-être aussi – ne soyons pas trop naïfs – leur seul carnet d'adresses, faire avancer un combat, le médiatiser, occuper le terrain et rameuter ainsi quelques dizaines de militants supplémentaires. On peut regretter que le combat dans la rue ou dans une entreprise n'ait parfois pas plus de force qu'une seule personnalité, forte, connue et respectée qui donnera un élan à la cause. Mais après tout, dans les luttes où se sont engagées les libertaires, il en est quelques-unes où une présence charismatique aura fait avancer les

choses et nous n'avons pas à en rougir d'aucune façon. Les luttes ont souvent besoin de ces personnalités-là, connues de tous et qui s'engagent sincèrement, et Danielle Mitterrand était de celles-là. J'ignore si elle fut au fait de nos idées, mais il est des causes si évidentes, si justes et si nécessaires à défendre, qu'il n'est pas besoin d'avoir lu Bakounine en version originale, ni de réciter Proudhon dans le texte pour se battre et pour exister. C'est ce qu'elle fit, comme bien d'autres fort heureusement, mais aujourd'hui c'est elle qui disparaît et c'est donc d'elle dont on parle.

Issue de la Résistance, elle n'en aura pas oublié les principes ni ne les aura bafoués en aucune manière et, quand bien même elle ne rejoindra pas le Panthéon des militants libertaires, elle restera une figure attachante et inexorable de la défense des droits de l'être humain¹.

Émile Vanhecke

1. On passera sur quelques actions douteuses, comme les embrassades avec Fidel Castro, ce grand humaniste ! (Ndlr.)

Brèves de combat

Immigration : l'UE notée « ZZZ »

D'après un rapport de l'Agence européenne pour les droits Fondamentaux, les migrants en situation irrégulière en Europe sont davantage exploités sur leur lieu de travail et sont confrontés au manque d'accès aux services de base, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Gerbant !

Lors d'une journée consacrée aux fraudes sociales, le gouvernement a annoncé que les bénéficiaires du RSA allaient être remis au travail à raison de sept heures hebdomadaires en contrepartie de l'aide qui leur est versée. Selon Sarkozy : « Pas pour punir, mais pour respecter et ramener la dignité et pour que le RSA ne s'apparente plus à une simple aumône ». « On ne peut pas être digne quand on ne fait que tendre la main », a ajouté ce nanti.

Un peu gros...

Le ministère du Budget confirme l'existence d'un redressement fiscal concernant Liliane Bettencourt, dont le montant pourrait s'élever à près de 108 millions d'euros. Sarkozy lui rendra bien sous une forme ou sous une autre s'il est réélu ?

Provocation

Pour le ministre de l'Enseignement supérieur, l'instauration de jours de carence lors d'un arrêt maladie – un dans le secteur public, un quatrième dans le privé – était « une question de principe et de responsabilisation ». Ce ne serait pas plutôt une question d'opposer une fois encore le public au privé ?

Travailler plus, en prison aussi !

À l'occasion de la nouvelle convention de l'UMP destinée à alimenter le projet présidentiel pour 2012, ce parti a plaidé pour le renforcement du travail en prison afin de faciliter la réinsertion des détenus, mais aussi de permettre de rembourser les préjudices financiers aux victimes. Et pourquoi ne pas reboucher le trou de la Sécu ?

SOS Tout-Pourris partout !

Des intégristes cathos appelés par SOS Tout-Petits ont perpétré à Poitiers leur « rosaire » annuel... contre l'avortement et la contraception, assimilés à un « crime ». Forte présence de pro-IVG et plus de 200 tracts du groupe Pavillon noir de la Fédération anarchiste ont été diffusés en quelques minutes. à Besançon, un rassemblement appelé par les libertaires (CNT, Fédération Anarchiste et Scalp) s'est donc tenu près de la cathédrale Saint-Jean pour dénoncer cette action de l'extrême droite intégriste. Entre 50 et 100 personnes se sont retrouvées pour scander des slogans pour le droit des femmes à disposer de leurs corps. à Caen, une trentaine de militants d'organisations libertaires s'est opposée à une vingtaine de militants de SOS Tout Petits. Pas d'incidents. Ambiance surréaliste à Lille, avec d'un côté, une pieuse assemblée égrenant les Ave Maria et, de l'autre, une joyeuse troupe plus nombreuse simulant des orgasmes au micro d'un porte-voix. à Avignon, face à une trentaine d'anti-IVG, un petit groupe autoproclamé « anti-obscurantiste » a défendu le droit à l'avortement. à Angoulême, les militants de SOS Tout-Petits se sont opposés

aux militants de l'Unicef, le même jour sur le même lieu et à la même heure ! « Ôtez vos rosaires de nos ovaires », ont scandé les militants pro-IVG devant l'hôpital Tenon à Paris.

Et vous, êtes-vous sexiste ?

Selon un sondage de Mediaprism, 84 % des Français reconnaissent véhiculer des idées préconçues sur les sexes, du style « les hommes sont doués pour les sciences et les femmes capables de faire plusieurs choses à la fois. » Les stéréotypes sexistes ont la peau dure. 58 % des hommes pensent que les femmes n'ont pas le sens de l'orientation et 54 % des femmes estiment qu'un homme ne peut pas être multitâche. Enfin, pour 67 % des Français, se faire manucurer lorsqu'on est un homme n'est pas naturel... C'est sûr que c'est tellement plus « mâle » des ongles crado...

Rétablissement de Radio Aligre

La diffusion d'Aligre FM a été rétablie par TDF, suite à une médiation sur l'ouverture de négociations qui porteront à la fois sur un moratoire et sur la facturation de la ligne spécialisée. En contrepartie Aligre s'est engagée à interrompre ses interventions auprès des médias pendant la durée des négociations. Ce n'est qu'un début, le combat continue camarades !

Atomkraft Nein Danke

Le dernier convoi de déchets nucléaires à destination de l'Allemagne a terminé son périple de plus de 1 500 km, malgré de violents affrontements entre les forces de l'ordre et les militants antinucléaires mobilisés pour bloquer le train.

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Chronique néphrétique

Qui a dit: « À quoi bon organiser des élections ? »
Non, ce n'est pas un vieil anarchiste de dedans les fagots.

« À quoi bon ORGANISER DES ÉLECTIONS si, comme en Grèce, en Italie, ou hier, en Irlande, c'est la pression de la finance internationale qui fait et défait les gouvernements ? Pourquoi ne pas confier, au grand jour, le gouvernement de l'Europe à un aréopage d'économistes distingués tel Mario Monti, à condition, bien sûr, que leurs orientations satisfassent les réquisitions des milieux financiers ? On ironise à peine. »

T'as raison Joffrin ! Eh oui, c'est le Laurent Joffrin ! Dans *Le Nouvel Obs* la semaine dernière ! Un éditorial intitulé : « Les marchés au pouvoir ». Chers lecteurs et trices, soyez pas tristes : voilà une campagne offerte sur un plateau. On se posait la question : à l'occasion de la présidentielle, faut-il encore une campagne pour l'abstention ? Non ! Les mécanismes apparaissent au grand jour (pour ceux qui s'y intéressent), popularisons donc l'idée suivante : à quoi bon organiser des élections puisque c'est la finance qui dirige... Nous avons tous les exemples sous la main, y a pas plus actuel, c'est du vécu, du direct, du chaud, du bien saignant et ça va saigner encore un bout de temps. Il n'y a pas d'issue électorale, les marchés sont au pouvoir, la sentence « austérité » est à exécuter et les électeurs choisiront au deuxième tour celui ou celle qui fera office de bourreau.

Jean Daniel, lui, c'est pas trop ça qui l'embête : « Car il s'agit du coup terrible qui eût été porté à la gauche, à la démocratie, à la France si les révélations sordides sur l'affaire du Sofitel de New York, et sur quelques autres encore plus avilissantes, avaient été distillées une à une après que le directeur du FMI fut devenu candidat. Quelle effroyable éventualité ! »

On se bidonne avec l'Obs ! Pour nous l'effroyable c'est déjà qu'il ait été directeur du FMI, leur ex-futur candidat ex-non coupable ! Mais le coup terrible, qu'ils se sont porté eux-mêmes, c'est de l'avoir choisi, d'avoir des mois durant anticipé sa candidature avec force sondages et articles. C'était pour eux le plus « présentable ». Quand je pense que j'avais sous le coude pour les élections un visuel avec « Gengis Kahn / Shere Kahn / Strauss-Kahn », trois prédateurs juxtaposés, qui ne servira jamais... Snif ! Le parti « dit-socialiste » était prêt à porter au pouvoir le directeur du FMI ! Les choses sont claires, suffit de voir les socialistes au pouvoir ailleurs en Europe. Ils gèrent, pour la finance, contre les peuples. Le Hollande, même s'il n'a pas le sourire carnassier de DSK, endossera la tenue du politique « responsable ». L'indigence

intellectuelle, la course aux places, le manque d'ambition collective (car les ambitions personnelles ne manquent pas !) se conjuguent pour faire d'un médiocre la seule alternative à Sarkozy. Et il ne faudrait pas l'affirmer aujourd'hui haut et fort ? On attend la fin de l'« État de grâce » ?

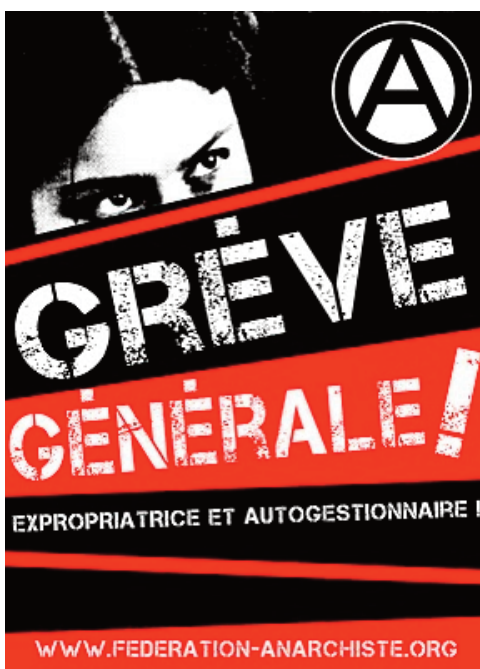
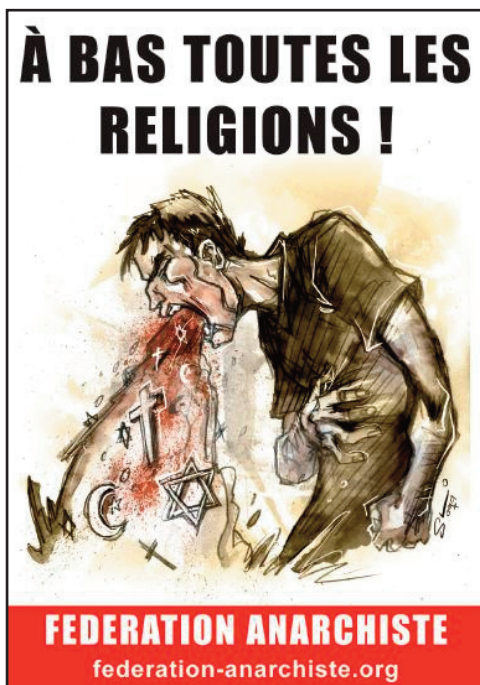
La moindre critique devient une trahison, vilipendée par tous les ténors et les plumes aux ordres.

Quand Eva Joly reste réservée sur son vote au second tour, elle est lapidée. Et présentée comme irresponsable, nigaupe politique. Mais qui est nigaud ? Même dans leur jeu électoral, se présenter à l'avance soumis au candidat majoritaire n'apporte rien... pour faire avancer ses idées. Cela n'apporte que des promesses de postes. Les écolos auraient-ils oublié le laminage du Parti communiste, sa perte d'identité et... ses résultats électoraux en chute libre sur trente ans ?

La présidentielle est une personnalisation apparente de la politique. Mais en définitive, c'est une dépersonnalisation du candidat ou de la candidate qui se doit d'être sans aspérités, lisse. Il lui faut mesurer tout, son look, ses propos, les yeux fixés sur le miroir, les écrans et les sondages. Souvent les partis se choisissent des représentants médiocres, du moins idéologiquement médiocres, nécessairement médiocres puisque constamment à la pêche aux voix et cherchant à se concilier la majorité. Ici, la personnalité de Joly dérange les logiques d'appareils. Eva Joly qui dit ce qu'elle pense, ça me fait du bien. Surtout quand je pense la même chose qu'elle : le PS est archaïque, vendu au lobby nucléaire, nous sert et ressert les mêmes arguments que la droite depuis 1974 : les emplois, les emplois ! Les cons : avec les 58 réacteurs à démanteler ou à surveiller pendant des siècles, y aura du taf !

Et puis, qu'elle ait rendu hommage le 11 novembre dernier aux mutins de 1917... moi, ça m'émeut ! Je lui aurais fait la bise tiens ! Et ça après avoir demandé la disparition des défilés militaires lors du 14 juillet dernier... Je ne sais pas si cela lui apportera beaucoup de voix, mais elle gagne au moins mon estime. C'est un cas rare, et c'est cela qui gêne aujourd'hui les calculs de l'état-major écolo... Il ne la mérite pas.

Rodkol



Disponibles à la librairie du Monde libertaire.

Espagne

La crise vote à droite

PAS DE SURPRISE EN ESPAGNE: la droite (Parti populaire, PP) sort victorieuse des élections législatives du 20 novembre. Ou plus exactement le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) en sort grand perdant : par rapport à 2008, le PP ne gagne qu'à peine 4 points, tandis que le PSOE dégringole de 15 points (43,6 % en 2008, 28,65 % en 2011). Ces deux dernières années, la crise aura fait chuter les gouvernements de plusieurs pays : Royaume-Uni, Hollande, Danemark, Irlande, Portugal, sans oublier l'Italie et la Grèce. Et donc l'Espagne. Le PSOE, déjà largement battu aux municipales de ce printemps, paye sa gestion de la crise qui a consisté depuis un an et demi à supprimer des postes dans la fonction publique et à procéder à des coupes budgétaires tous azimuts. Pour les électeurs, le retour au pouvoir de la droite ne peut pas être pire que ce qu'ils connaissent actuellement. Voire. Celui qui prendra ses fonctions de Premier ministre dans trois semaines environ, Mariano Rajoy, l'a joué Churchill au petit pied : « Je ne vous promets rien, mais je suis sérieux et je vais faire mon possible. » Pas de quoi être rassuré ! Le señor Rajoy, dont le programme n'a longtemps consisté qu'à insulter Zapatero, le leader socialiste au pouvoir, s'est fait ces derniers temps l'apôtre de la rigueur à l'instar des politiciens partout en Europe ou ailleurs. À croire qu'avant, nous autres en bas, on s'amusait comme des fous en claquant l'argent qu'on n'avait pas, alors qu'en haut lieu on planchait pour trouver des solutions destinées à nous sauver malgré nous !

Mais trêve de plaisanteries, le résultat est là, l'illusion parlementaire fonctionne encore : plus de 70 % des inscrits se sont rendus aux urnes, et la droite obtient son meilleur score de la période post-franquiste. Les socialistes, en accédant au pouvoir il y a sept ans, avaient trouvé 2 millions de chômeurs comme cadeau de bienvenue ; ils en laissent 5 millions à leur départ : bravo la gestion en faveur des couches populaires !

Mais répétons-le, le mirage électoraliste a encore fonctionné : seulement 30 % d'abstentions. Les voix conjointes des révolutionnaires et des « indignés » ne sont pas parvenues à affaiblir suffisamment les deux principaux partis, que ce soit le PSOE avertissant qu'avec la droite ce sera pire, ou le PP promettant... rien de précis, si ce n'est – comme ailleurs – de réduire le déficit. On devine très bien l'avenir immédiat : accélération des coupes budgétaires dans les services publics où les salaires

sont déjà bloqués depuis un an et demi, et privatisations à tout va. Une seule promesse du vainqueur de dimanche : il ne touchera pas aux retraites (nous savons bien que ce genre de promesses n'engage que ceux qui y croient).

Bien sûr, le PSOE encore au pouvoir jusqu'à mi-décembre (en principe) ne se faisait aucune illusion sur le résultat de ces élections ; Zapatero ne se représentait pas comme chef de file des socialistes et avait cédé la place à son bras droit au gouvernement : Alfredo Pérez Rubalcaba, lequel conjurait ses compatriotes de ne pas remettre entre les mains du PP le « pouvoir total ». Raté là aussi : avec 186 sièges, la droite obtient la majorité absolue et va avoir les mains libres pour mettre en œuvre sa politique réactionnaire.

Le bilan est lourd pour les socialistes : ils perdent donc leur majorité aux Cortès (Parlement espagnol) et au Sénat, après s'être fait étriller aux municipales, au printemps dernier. Leur candidat – Rubalcaba – a cherché durant toute sa campagne à faire oublier que jusqu'à il y a trois mois, il faisait partie du gouvernement qui était aux affaires, ne combattant pas l'injustice et ne remettant pas en cause le capitalisme, mais se contentant de le gérer. Mieux que la droite ? Avec les mêmes méthodes assurément : suppressions de postes dans la fonction publique, diminutions ou suppressions des aides et allocations... Le ras-le-bol avait pris la forme de l'« indignation » le 15 mai dernier ; son cri de ralliement : changer les règles du jeu, puisque tous les gouvernements de droite ou de gauche font en sorte que rien ne change. La fameuse alternance ne sert qu'à enfumer la population. Les treize ans de droite qui ont suivi mai 1968 en France ont été relayés par quatorze ans de présidence « socialiste », puis à nouveau par seize années de droite. On cherche encore la différence fondamentale : fin de l'exploitation ? Du capitalisme ? En Espagne aussi droite-gauche-droite se sont succédé pour en arriver au désastre actuel. Surprenant ? Oh que non, en tout cas pas pour les anarchistes qui dénoncent depuis toujours l'illusion parlementaire ; et cette illusion ne disparaîtra pas en votant pour des « petits » partis censés mieux représenter les travailleurs, n'en déplaise à certains indignés. On a heureusement pu voir certaines pratiques autogestionnaires reprises par des groupes de manifestants de plus en plus importants, ne se réclamant d'aucune organisation (même libertaire), mais fonctionnant

de manière horizontale, sans délégation de pouvoir, et rejetant systématiquement toute tentative de récupération par qui que ce soit. Toutefois les indignés se sont divisés, comme ils l'avaient annoncé, entre ceux qui ont voté pour de « petits » partis comme IU (Gauche unie : communistes plus écologistes) et ceux qui se sont abstenus – comme les anarcho-syndicalistes. Le résultat de ce boycott des élections (30 % au lieu de 26 % en 2008) peut paraître décevant et on s'attendait à mieux, mais il faut le mettre en parallèle avec les résultats des deux partis institutionnels : plus de quatre millions d'électeurs perdus par le PSOE, mais seulement 500 000 gagnés par le PP. Pour beaucoup, droite ou gauche ne signifie plus grand-chose dans leur quotidien et les raisons de lutter contre le pouvoir (qu'il soit de droite ou de gauche) vont devenir de plus en plus évidentes, avec les mesures prévues pour maintenir un système basé sur l'exploitation de la population laborieuse par une minorité occupée à augmenter ses profits. Les libertaires refusent d'abandonner leur souveraineté à un politicien (fût-il d'un « petit parti »). Ils acceptent par contre de déléguer mandat à un membre de leur classe, exploité comme eux, et non pas « professionnel de la politique ou de la révolution ». Et le mandat ne consistera pas à quémander une plus grosse part du gâteau capitaliste, mais à en finir avec ce système qui nous entraîne avec lui au fond du gouffre. Une bonne partie des indignés sont d'accord là-dessus, reste pour la majorité d'entre eux à franchir le pas qui les décidera à non pas réclamer plus de démocratie, mais à en finir avec ce cache-sexe de l'exploitation capitaliste.

Pour les représentants de la minorité au pouvoir en Espagne, un seul but : retrouver la confiance des marchés ; un seul moyen : faire payer leur crise par les exploités. C'est le même refrain que nous entendons en France. Alors ici, en Espagne ou ailleurs, un même objectif : radicaliser les luttes, réinvestir l'espace public et refuser de payer leur dette. Ce système capitaliste que nous subissons, nous n'en voulons plus, donc combattons-le, partout et chaque jour. Indignés ? Il y a trop longtemps que nous le sommes, passons la vitesse supérieure.

Ramón Pino

Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

Une place, un militaire, une élection et des grèves



Pierre Sommermeyer

DONC C'EST REPARTI! Malgré la place prise par la crise de l'euro et autres dettes européennes, la place Tahrir refait parler d'elle. Pourtant, on pouvait croire que la révolution était finie. Les médias racontaient la belle histoire d'un printemps arabe où l'armée avait fait rempart de son corps pour protéger la démocratie arabe en gestation. Dans notre monde de la consommation instantanée et rapide, nous avons pu croire que la «révolution» était un moment court et décisif. Ce qui se passe en Égypte nous montre qu'il s'agit en fait d'un processus long et qui peut être meurtrier. Il aura fallu trente morts ou plus pour que le maréchal (quel beau titre) Tantaoui prenne la parole et dise que la marche vers une démocratie représentative allait reprendre le cours normal des choses. Il aura fallu ce nombre de morts pour que l'armée fasse de la politique. Mais ce n'est pas aussi simple. Les intérêts sont divers, complexes et souvent contradictoires.

Les groupes en conflit

Différents camps s'opposent, puis s'allient, puis s'opposent de nouveau. Penchons-nous sur leurs caractéristiques. Comme dans toute situation de ce genre, une telle analyse utilise des outils grossiers. Les frontières qui séparent chaque camp sont poreuses et permettent des passages de l'un à l'autre, ou bien l'appartenance simultanée à telle ou telle tendance. L'Égypte est, localement, en crise économique et comme tous les pays du monde,

dans la crise mondiale. Il est difficile de préciser si la crise locale est seulement due à la désorganisation consécutive à la révolution du printemps ou s'il y a une corrélation. Ce qui est sûr, c'est que ce sont ceux qui sont sans réserve qui en supportent la charge.

Le petit peuple qui vivait du tourisme est à la peine. Cette ressource importante a baissé de près de la moitié au premier trimestre 2011. Elle est restée inférieure de plus d'un tiers au troisième trimestre par rapport à l'année précédente où, faut-il le rappeler, Moubarak était encore au pouvoir.

Parmi les mécontents, on trouve ceux que certains, méprisants, appelleraient les «droits-de-l'hommeistes». Quand on a le choix entre se taire et la prison, vouloir parler librement ne me semble pas si primaire que ça. Donc ces individus, parmi lesquels il y a beaucoup de militantes, se trouvent en butte aux forces de police et de la sécurité militaire qui continuent de les enfermer, ainsi qu'aux tentatives d'un certain nombre de religieux pour revenir sur les acquis de fait des femmes après la chute de Moubarak. Qui dira ce qu'il faut de désespoir et de courage à cette jeune blogueuse pour publier des photos d'elle, nue, sur son blog, à seule fin de proclamer que son corps est à elle ?

Ensuite, il y a les groupes politiques qui se sont préparés pour les élections. Engagés dans la voie du modernisme, sachant pertinemment que l'exercice du pouvoir demande un minimum de légitimité démocratique, au

moins aux yeux du monde extérieur, ils ont peur d'être spoliés de leur bonne volonté électorale. En tête de ce groupe, il y a les Frères musulmans, absents de la révolution de janvier, ils sont en première ligne des affrontements de ce moment. Ils ont tout à perdre. L'échec du processus électoral signifierait pour eux un billet retour pour la prison. Mais les choses en ce qui les concerne ne sont pas aussi simples. À Damiette (voir plus bas), les manifestants se plaignent des Frères et des salafistes qui monopolisent la campagne électorale. « Ils n'ont pas de temps pour nous et n'ont aucun intérêt à nous soutenir. Eux ne souhaitent rien qui puisse retarder les élections qu'ils veulent remporter à tout prix. »

L'armée, puisqu'enfin c'est d'elle qu'il s'agit, n'a pas compris, ou pas encore, qu'elle a besoin d'un parti conservateur et religieux pour maintenir en l'état l'ordre social. Sauf si derrière l'écran médiatique il se passe des choses qui ne sont pas encore arrivées à nos oreilles.

La véritable nature de l'armée égyptienne

Il n'est pas possible de l'analyser avec une grille classique. L'armée tunisienne était et est, pour ce que j'en sais, une armée d'État. C'est-à-dire qui émerge au budget national et qui a un rôle plus honorifique qu'autre chose. C'est une armée qui ne s'est jamais battue. Dans le cas égyptien, c'est tout autre chose. Elle a connu le feu – et quel feu – dans les guerres contre Israël. Elle a acquis très cher

une légitimité que personne ne lui conteste. Elle est devenue simultanément le principal employeur et donc patron du pays. Ce fut la conséquence d'au moins trois facteurs : l'influence soviétique (rappelons qu'en 1972, Sadate avait expulsé 20 000 conseillers militaires soviétiques), un problème d'approvisionnement en matériel et la sous-industrialisation du pays. Il s'est donc créé au pays des pharaons un complexe militaro-industriel.

Son importance économique varie selon les sources. Cela irait jusqu'à 40 % du PIB du pays. Un enseignant américain, ancien consultant auprès de l'armée égyptienne, rapporte que les militaires sont impliqués autant dans l'assemblage de voitures que dans la fabrication de vêtements. Il ajoute : « Il n'existe pas de gaz de ville en Égypte, ce sont eux qui fabriquent les bouteilles de gaz. Ils fabriquent aussi des casseroles et des poêles. Une part de la nourriture vendue a poussé dans les fermes militaires et a été transformée par eux. » Il en est de même dans le secteur hôtelier. Personne ne sait ce qui leur appartient des grands ensembles des rivages de la mer Rouge leur appartient.

L'armée et la révolution

La question de savoir pourquoi elle avait débarqué son patron est facile à comprendre. Le niveau de mécontentement social était si haut qu'il fallait lâcher la pression, et c'est ce pauvre Moubarak qui en a fait les frais. La hiérarchie militaire a probablement cru que cela suffirait à rétablir une paix sociale. Ce qui ne semble pas avoir été le cas. Pour des raisons incompréhensibles, le peuple ne veut pas seulement parler librement, mais aussi vivre mieux.

Un journaliste égyptien, Hicham Mourad, se demande, dans *Al-Arham*, le plus grand journal du pays, si l'Égypte ne serait pas « en train de connaître sa seconde révolution, socio-économique cette fois-ci. Le pays témoigne, depuis la chute de l'ex-président Hosni Moubarak, d'une recrudescence sans précédent de protestations, grèves et sit-in dans plusieurs secteurs économiques. Instituteurs, médecins, infirmières, employés des transports publics, dockers, contrôleurs aériens, ouvriers d'usines diverses. Tous y ont passé. Leurs revendications sont presque toujours les mêmes : hausse des salaires et primes, meilleures conditions de travail, meilleure formation, réforme du secteur concerné, etc. L'essentiel des revendications peut être placé sous le signe de la justice sociale et d'une meilleure répartition des revenus¹ ».

En effet, pour imposer ces changements, les grèves se multiplient. Le 5 octobre, les 35 000 employés des transports en commun du Caire mirent fin à dix-sept jours de grève qui posaient, entre autres, le problème de l'organisation syndicale indépendante toujours illégale en Égypte. Ils ont surtout obtenu des augmentations de salaire. Au même moment, une usine textile de moyenne importance se mettait en grève pendant cinq jours. Les ouvriers réclamaient des augmentations de salaire mais aussi un retour dans le giron national, alors qu'elle



avait été vendue à l'étranger en 2007. Cela suivait la grève qui s'était déroulée auparavant dans la plus grande usine textile nationalisée du pays, qui d'une certaine façon sonnait le début des revendications sociales. Peu de temps après, ce fut le tour de plus d'un million d'enseignants à se mettre en grève.

La lutte peut aussi avoir des enjeux environnementaux. À Damiette, port de la Méditerranée, à 200 kilomètres du Caire, les habitants réclament la délocalisation d'une usine d'engrais azotés qui appartient à une société publique. Une manifestation a eu lieu le dimanche 13 novembre. La police est intervenue. Elle a tiré des grenades lacrymogènes et aussi à balles réelles. Il y a eu un mort, un jeune homme de 21 ans, et de nombreux blessés. Lors des funérailles, la police est encore intervenue. Un ami du jeune mort raconte : « À 6 heures du matin, les forces de sécurité ont essayé de disperser la foule. Nous n'étions pas armés et nous ne sommes pas des voyous. Nous défendons simplement notre droit de vivre dans un environnement sain. Pourquoi ont-ils tiré ? » Une vingtaine de participants ont été arrêtés. Peu de temps après, arrivés devant l'accès principal du port, les manifestants encerclèrent deux blindés avec des militaires à bord. Ils ne seront pas lâchés avant la libération de la vingtaine de manifestants détenus plus tôt dans la journée. « On sait bien que ces soldats sont innocents mais nous sommes obligés de proposer ce marché aux policiers afin de libérer nos enfants et frères », déclara alors un des manifestants, suscitant des gestes d'acquiescement de la part de ses amis.

L'armée, récif de la révolution ?

C'est dans ce contexte que l'armée prend conscience du risque qu'elle encourt avec l'arrivée d'un pouvoir civil. Il lui apparaît que

sous une forme ou une autre, elle devra rendre des comptes. Non seulement dans le domaine du maintien de l'ordre dans le pays et sur la frontière avec Israël et Gaza, mais c'est surtout la probable demande de transparence économique qui poserait problème. C'est pour cela que le pouvoir militaire a voulu imposer un texte constitutionnel le mettant hors contrôle. C'est pour cela que des milliers de militants réclamaient le départ des mêmes du pouvoir. Dans son discours de mardi dernier, le maréchal Tantaoui a affirmé qu'il y aurait des élections législatives cette semaine, et des présidentielles au plus tard dans six mois. Il est en effet urgent d'établir un rempart démocratique efficace pour protéger l'armée des revendications sociales. Sera-ce suffisant ? Que ce soit en costume trois-pièces ou en uniforme, un patron est toujours un patron. **PS.**

1. *Al-Ahram* Hebdo du 16 au 22 novembre (<http://hebdo.ahram.org.eg>).

L'Histoire repasse les plats, mais ne fait que les réchauffer

Maurice Rasjufus

IL PARAÎT QU'AU BEAU PAYS DE FRANCE, tout se termine par des chansons. Ainsi, au-delà des drames et des espérances vécues, il y a toujours un refrain consolateur permettant de calmer les tensions, ou tout au moins de soulager les douleurs morales les plus vives. En est-il de même dans le domaine social? Ce n'est pas évident! Les refrains anciens nous suggèrent que rien n'a changé, entre deux embellies :

« Ah, ça ira, ça ira, ça ira
Les aristocrates à la lanterne
Ah ça ira, ça ira, ça ira
Les aristocrates on les pendra... »

C'est ce que les révolutionnaires de 1792 chantaient sur l'air des lampions. En fait de lanterne, ce qui était déjà évoqué c'est cette « Abbaye-de-monte-à-regret », qui devait faire le vide en débarrassant le pays du trop plein d'aristos. Il est vrai que la dérive ne devait pas tarder, et les dégâts collatéraux seront importants pour les représentants de la bourgeoisie montante. Lesquels, bien que s'étant coiffés du bonnet rouge, finiront par s'entre-égorger ; les survivants déroulant le tapis rouge pour Bonaparte. Quelques soubresauts plus tard – les barricades de juin 1848 et la Semaine sanglante de la Commune de Paris, en mai 1871 – les aristos étaient toujours là. Ils avaient juste changé de défroque et agitaient frénétiquement le drapeau tricolore pour tenter de convaincre le bon peuple de leur bonne foi. Au cours des années 1930 de ce xx^e siècle de progrès, un chansonnier anonyme, et relativement pacifiste, avait quelque peu complété les paroles du Ça ira, en y ajoutant quelques vers rafraîchissants quoique moins sanguinaires :

« Et si on les pend pas
On leur cassera la gueule
Et si on les pend pas
La gueule on leur cassera ! »

Certes, si le langage était fleuri, il ne gagnait pas en poésie pure mais l'engagement violent, ne serait-ce que par l'écrit, néglige trop souvent le rappel aux belles lettres. Ainsi pour compléter *La Carmagnole*, datant également de 1792, et qui s'en prenait à Monsieur et Madame Capet, un superbe couplet, daté de

1869, améliorerait de superbe façon une revendication indispensable :

« Que désire un républicain? (bis)
Vivre et mourir sans calotins (bis)
Le Christ à la voirie,
La Vierge à l'écurie
Et le Saint-Père au diable... »

Certes, les temps ont changé, et les puissants de ce monde se font de plus en plus représenter par des hommes (et des femmes) en armes, bien plus dangereux que les aristos ou les bourgeois, toujours en guerre contre « la canaille ». On ne fusille plus mais les prisons sont grandes ouvertes pour les récalcitrants. On ne guillotine plus mais comme au lendemain de la défaite des communards, l'État policier est de nouveau à nos portes. C'est ce qu'exprimaient, de façon prémonitoire, Jean-Baptiste Clément et Pierre Dupont :

« Demain, les gens de la police
Rifleuront sur le trottoir
Fiers de leurs états de service
Et le pistolet en sautoir.
Sans pain, sans travail et sans armes
Nous allons être gouvernés
Par des mouchards et des gendarmes
Des sabre-peuple et des curés... »

Paroles outrées, pourrait-on dire de nos jours. Pourtant comment serait-il possible d'oublier les fortes paroles de Nicolas 1^{er}, lorsqu'il était en verve, en 2008, expliquant au bon peuple ébloui que « jamais l'instituteur ne pourra remplacer le curé ou le pasteur! » Encore un effort, et celui qui se dit président de tous les Français nous expliquera que les meilleurs citoyens de ce pays portent l'uniforme bleu-marine. Bien sûr, il est toujours possible de persifler :

« Tout ça n'empêche pas, Nicolas
Qu'la Commune n'est pas morte... »

Il n'en reste pas moins que Nicolas est toujours bien présent, décidé à réaliser cette revanche sociale, vieille ambition des aristos et des larbins actuels du grand capital.

Les nouvelles étapes de la mise en condition

Revenons à cette lanterne, également résidence secondaire versaillaise où notre président prépare ses coups tordus, en compagnie de quelques affidés triés sur le volet. Parmi ses priorités, notons en vrac quelques gentillesse destinées aux citoyens qui s'obstinent à baisser la tête devant le maître :

- Travail forcé pour les chômeurs, pour en finir avec l'assistanat
- Blocage des salaires
- Enterrement progressif de la Sécurité sociale
- Constructions de nouvelles prisons
- Multiplication des expulsions de sans-papiers
- La justice mise au service de la police
- Destruction progressive de l'enseignement public
- Encadrement « civique » des jeunes des banlieues
- Remise en cause du droit de grève
- Recul constant de l'âge de la retraite
- Transformation des syndicats en courroies de transmission du pouvoir
- Chaque Français incité à devenir flic d'un autre.

Prévisions, en vrac, et non limitatives

Depuis ce charmant petit pavillon de *La Lanterne*, le président des riches serait en passe de réussir cette transformation sociale, tellement rêvée par des dominants désireux de remettre à plat les conquêtes arrachées durant un siècle de luttes. Cette évolution est souhaitée par au moins 50 % du corps électoral qui ne connaît de la démocratie que les coups de fouets reçus ponctuellement après chaque victoire des destructeurs des libertés. Il est vrai que le discours nationaliste qui berce les rêves des pervers – et des cons – a toujours admirablement fonctionné. C'est en prenant appui sur cette France, qui ne s'est jamais remise de son passé révolutionnaire, que Nicolas 1^{er} espère « réformer » un pays dont il ne supporte pas qu'il puisse encore se cabrer face à ses diktats.

Notre président claudiquant, qui ne cesse de témoigner son mépris à cette France « d'en bas », doit trépigner d'une rage mal contenue, à l'idée qu'il pourrait perdre ce pouvoir, ambition malfaisante de toute une vie d'intrigues et de trahisons, y compris contre son propre camp, lorsque la realpolitik l'exigeait. Les maîtres du moment sont pourtant persuadés que le pouvoir – et le château – ne peut que leur appartenir de droit. Quiconque ose s'opposer à leur ambition est à classer dans la catégorie des fauteurs de troubles à l'ordre public. D'où la nécessité de cet État fort, en fait policier, qui ne dit pas son nom.

Des tronches de Frères de la Côte

Sans faire de la morphologie au rabais, il suffit de s'attarder sur ces faces de carême qui boivent les paroles du maître, et les démultiplient jusqu'à la caricature. Hommes et femmes confondus, chacun à sa manière, est franc comme un cheval qui recule lorsque leur tour



est venu de faire de la pédagogie pour expliquer l'idéologie dominante. Qu'il s'agisse d'un Xavier Bertrand, qui a pour mission de détricoter le droit du travail; d'un Luc Chatel (ancien DRH de l'Oréal) qui veut nous convaincre naïvement qu'il est possible de mieux éduquer avec moins d'enseignants; d'un Claude Guéant, qui s'évertue à démontrer qu'entre l'UMP et le Front national, la différence ne peut être que légère. Si l'on tente de décrypter le discours d'un François Barouin ou de sa chambre d'écho Valérie Pécresse, on ne peut que se heurter à ce mur d'indifférence qui n'est rien d'autre que l'expression du dédain le plus profond envers ceux qu'ils sont censés convaincre. N'évoquons même pas la hargnère Nadine Morano qu'il n'est pas nécessaire de décrire au-delà de ce qualificatif. Soyons vulgaires: du ministre de la Défense, Longuet, à celui de la Culture, Mitterrand, tous ont des tronches de Frères de la Côte!

C'est sous le signe du mépris affiché que ceux de la France d'en haut tiennent ce pays en laisse. Il n'en reste pas moins, qu'en certaines occasions, ces braves gens peuvent exprimer de la pitié et même de la commisération, mais ils n'évoquent jamais la solidarité nécessaire en un temps où la crise économique plonge dans la misère ceux de la France d'en bas. Ces millions de salariés, réduits à la misère au nom du profit qu'il convient de préserver, sont la preuve évidente de la dégradation de la situation de ces sous-citoyens qui ne valent pas trippette aux yeux des possédants, et de leurs représentants au pouvoir.

Celui qui bénéficie encore d'un travail régulier – même très mal rémunéré – est considéré comme un crétin privilégié qui n'aurait pas droit à la parole. Qu'il se contente

d'exécuter sa tâche. S'il est harcelé, à l'usine ou au bureau, c'est pour le bien de l'entreprise ou du service. S'il n'est pas content, la porte n'est pas loin. Le travail serait-il donc la récompense absolue, quelque puisse être les conditions imposées à celui qui est exploité. « Travail et tais-toi » pourrait être le discours réaliste tenu par ceux qui se présentent en sauveurs d'une parodie de démocratie décrépie.

Les bons esprits, qui vantent le modèle social français, qu'ils s'acharnent à détruire, ne cessent de nous rappeler que nous ne sommes plus au XIX^e siècle. C'était en un temps où la bourgeoisie triomphante ne connaissait que la répression pour calmer les velléités des révoltés. Nous n'en sommes plus là, affirment les démocrates de l'UMP, tout en réfléchissant à la possibilité de légiférer pour limiter le droit de grève, avant de l'interdire.

Une droite dite républicaine

En un temps où il est question de faire travailler plus longtemps ceux qui attendent une retraite rognée, tout comme une population de plus en plus paupérisée, comment ne pas se rappeler cette chanson de Monthéus, écrite au début du XX^e siècle, *On d'vrait pas vieillir* :

« On d'vrait pas vieillir quand on n'a pas d'fortune
On d'vrait pas blanchir quand on n'a pas d'sous
On d'vrait pas vieillir quand on est ouvrier! »

C'est du passé, susurrent ceux qui veillent sur notre présent. Ce passé commence pourtant à ressembler à notre futur. Déjà, la droite dite républicaine a accouché d'une droite qualifiée de « populaire ». Laquelle ne se distingue guère du Front national. Au sein même de l'UMP, les anciens d'Occident ou d'Ordre nouveau ravivent leurs souvenirs de jeunesse violents. Les Alain Madelin, les Longuet, Hervé Novelli, Claude Goasguen, Eric Raoult ou Patrick Devedjian sont toujours parmi nous, avec la volonté de nous rappeler qu'il est encore possible de se revendiquer sournoisement du régime de Vichy; et le trépied « Travail, Famille, Patrie » peut de nouveau être à l'honneur. À l'heure où nos puissants ne cessent de vanter la valeur du travail, la mise au rancart des 35 heures, tout comme la nécessité de prendre sa retraite le plus tardivement possible, même lorsque le chômage ne cesse de progresser, le passé nous revient en pleine figure. Déjà, en 1932, dans sa chanson *Dollar*, Gilles lançait un avertissement toujours d'actualité :

« ... Sous un ciel de cendre
Vous verrez un soir
Le Dieu dollar descendre
Du haut d'son perchoir
Et devant ses machines
Sans comprendre encore
L'homme crever de faim
Sous des montagnes d'or... »

M. R.

Le **capitalisme** nuit gravement au secteur médico-social



Philippe

Groupe Gard-Vaucluse
de la Fédération anarchiste

AUJOURD'HUI, le secteur médico-social accompagne en France plus de 1,2 million de personnes âgées et handicapées. Ce secteur d'activité, qui regroupe 30 000 établissements et services et représente près d'un million d'emplois (éducateurs spécialisés, moniteurs éducateurs, aide médico-psychologique, psychologues, assistants sociaux, secrétaires, comptables, agents d'entretien, cuisiniers, etc.), se trouve dans un état alarmant. En effet, depuis plusieurs décennies, ce secteur en permanence réformé connaît une situation dangereuse, autant pour la prise en charge des personnes concernées que pour les salariés, leur reconnaissance et leur spécificité.

De la solidarité...

Un petit retour en arrière pour expliciter les notions qui ont fondé et modelé le secteur médico-social s'impose, non pour étayer un discours passéiste stérile, mais pour souligner la dérive progressive d'un secteur de service vers un secteur typiquement marchand.

Ce secteur a une vieille histoire qui tire son origine dans deux grands courants : la solidarité de corps par le compagnonnage et les caisses de solidarité d'un côté, la charité chrétienne et sa morale de l'autre.

C'est en 1652 que Louis XIV crée l'hôpital général, qui enferme malades, fous, mendiants et autres défavorisés, dans une

structure fermée. La charité était alors le moteur de l'aide « aux miséreux ».

L'industrialisation du début du xx^e siècle et ses retombées sociales favorisent de nouvelles formes d'assistance pour apporter réponse à de nouveaux fléaux tels que la tuberculose, l'alcoolisme, la misère, etc.

L'issue du conflit de 14-18 conduit la nation à se préoccuper des invalides, et des associations, encore actives aujourd'hui, naissent dans les années vingt (Ladapt, Ligue pour l'adaptation des diminués physiques au travail et l'APF, Association des paralysés de France).

Après la dernière guerre mondiale, et les tragiques constats des abominations commises par les nazis, la société est marquée par cette folie d'extermination du « différent ». La bienfaisance, alors majoritairement privée, se professionnalise, se fédère en associations, abandonnant peu à peu la prédominance confessionnelle.

La Sécurité sociale, instituée en 1946, marque un virage important dans le développement du secteur médico-social, en permettant la généralisation des soins et le développement des institutions (poids important du secteur associatif) chargées de les administrer. En 1956, un texte fondateur, « les annexes xxiv », crée les conditions d'une approche psychopédagogique et médico-sociale dans le traitement des enfants inadaptés pris en charge par la Sécurité sociale. On

passé d'une prise en charge basée sur la notion d'assistance à une prise en charge reposant sur la notion de solidarité. Dans les années soixante, les professions sociales se mettent en place (création du diplôme d'éducateur spécialisé en 1967), les directions départementales des affaires sanitaires et sociales (DDASS) sont créées et on assiste à une période de planification et de réalisation de nombreux équipements sur l'ensemble du territoire, ce qui sera consolidée par la loi du 30 juin 1975 (création des commissions départementales d'éducation spécialisée pour les enfants et des commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel pour les adultes)¹.

... à la rentabilité

Dans les années quatre-vingt, la décentralisation contribue à une politique sociale territoriale et contractualisée en confiant aux départements des pouvoirs très importants. Puis les années quatre-vingt-dix voient la création des agences régionales de l'hospitalisation et le vote par le Parlement de l'encadrement des dépenses de santé (ordonnances de Juppé). C'est le début de la fin qui s'accélère avec la réforme de la loi de 1975 en 2002 : mise en concurrence du secteur, régulation par la commande publique (autorisation de création nécessaire entraînant le financement, mise en place des procédures d'autoévaluation et évaluation), application de méthodologies du management et de gestion des ressources humaines. Le capitalisme s'intéresse de plus en plus sérieusement au médico-social qui se découvre solvable : les personnes âgées financent leurs prestations avec l'aide des moyens publics, les handicapés également en bénéficiant du « droit à compensation » ; la formation des professionnels est lucrative. En 2005, la création des maisons départementales de la personne handicapée (MDPH) mutualise de façon draconienne les services CDES et Cotorep, puis la loi Hôpital-patient-santé-territoire (2010), qui met en place les agences régionales de la santé (ARS), confirme l'idée de l'ouverture du médico-social au secteur marchand et concurrentiel. Le rôle des ARS (financées par une subvention de l'État et des contributions de l'Assurance maladie et de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie) est de rationaliser l'offre de soins, autrement dit les dépenses hospitalières et médicales. Ces agences privilégient une approche administrative et financière plutôt qu'une approche médicale du secteur médico-social, lequel entre alors dans la logique de l'évaluation généralisée : prouver l'efficacité de son action et faire mieux avec moins pour être financé. Les établissements doivent respecter un cahier des charges établi par les autorités ; ils doivent maîtriser leurs dépenses en signant des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM). Pour faire simple, les établissements reçoivent une



enveloppe financière globale de trois ans (auparavant, le prix était fixé par jour et par usagers en fonction du nombre et de la diversité du personnel) et se débrouillent pour faire tourner la boutique en réduisant les coûts (matériel et personnel).

Quelles conséquences ?

Les chefs d'établissement et les associations gestionnaires présentent des projets satisfaisants sur le papier aux autorités en échange d'une enveloppe financière adéquate pour les mettre en œuvre. Ils se regroupent pour mutualiser leurs services (restructurations et licenciements) et freinent leurs dépenses pour répondre aux exigences de la politique sociale et aux restrictions budgétaires. Les résultats ne se font pas attendre : dégradation de la qualité de l'accueil et de l'accompagnement des usagers, avec un recul des dépenses pour les activités éducatives et une baisse du personnel diplômé, difficulté pour certains établissements à boucler leur budget (salaires du personnel non payés, factures de prestations comme EDF ou factures de téléphone non honorées), remise en cause des conventions collectives par les syndicats employeurs.

En effet, pour baisser le coût du travail, les patrons souhaitent réviser les conventions collectives (CC66 menacée depuis 2005, CC51 et Croix-Rouge révisée en 2003 et de

nouveau attaquée, CLCC dénoncée en 1997) en individualisant les rémunérations et en s'attaquant aux acquis conventionnels pour pouvoir réduire les masses salariales et être ainsi dans les clous des CPOM. Face à cette situation catastrophique et aux différents projets de casse soutenus par les employeurs, la négociation n'est pas admissible (la CFDT continue pourtant à faire des propositions malgré l'opposition des salariés). Seule une mobilisation d'ampleur de l'ensemble du secteur médico-social peut assurer la défense des garanties collectives. Le 7 décembre prochain, les syndicats Sud Santé sociaux, CGT action sociale et FO appellent à manifester dans toute la France afin de dénoncer la dégradation des conditions de travail, de la qualité de l'accueil et de la prise en charge des usagers du secteur médico-social, tout en refusant de détruire les conventions collectives de ce même secteur. Si les familles et amis des enfants ou adultes handicapés ou en difficulté pouvaient également entrer dans la lutte pour défendre l'avenir et la prise en charge des leurs, le combat pourrait peut-être prendre une nouvelle tournure. **P.**

1. Le secteur est le champion toutes catégories de l'utilisation de sigles ; par respect du lecteur, je me suis contraint à limiter leur nombre !

Potkine enlève...

L'Encyclopédie de l'erreur biblique

LE SAVOUREUX MORCEAU! Le juteux volume! Le délectable ouvrage! The Encyclopedia of Biblical Errancy (C. Dennis McKinsey, Prometheus Books) est exactement ce qu'elle affirme être : une encyclopédie (presque 600 pages) des erreurs de la Bible. Rappelons d'abord qu'au moins aux États-Unis, le mouvement soutenant que la Bible est un livre dénué de la moindre erreur, dans lequel tout est littéralement vrai, entraîne des millions de personnes.

Les Églises de ce mouvement recrutent à tout va en Afrique et en Amérique du Sud, et on commence à les voir en France.

Mais venons-en à l'avalanche d'erreurs. La plus simple, la moins justifiable et donc la plus belle : dans 1 Chroniques 3, le verset 22 dit : « Fils de Schecania : Schemaeja. Fils de Schemaeja : Hattusch, Jiguel, Bariach, Nearia, et Schaphath, six. » Oui. Recomptez bien. Cinq noms.

Puis le mot « six ». Dieu serait-il né à Fukushima, serait-il un peu mutant, six doigts à chaque main ? Ou dyslexique, se prenant un peu les pieds (à six orteils) dans les mots compliqués, tels « cinq » et « six » ? Allez, ne soyons pas mesquins, passons de l'école élémentaire au collège : 2 Chroniques 4, verset 2, à propos d'un grand vase de bronze : « Il fit la mer de fonte. Elle avait dix coudées d'un bord à l'autre, une forme entièrement ronde, cinq coudées de hauteur, et une circonférence que mesurait un cordon de trente coudées. »

Ah ah, « une forme parfaitement ronde » cela s'appelle un cercle. « D'un bord à l'autre » pour un cercle, cela s'appelle un diamètre (ça va, Dieu, tu suis toujours, pas trop difficile ?).

Et la circonférence faisait trente coudées ? Dieu ne connaît pas pi ? Le fameux pi ? 3,141593. Un diamètre de dix coudées donne une circonférence de trente et une coudées et quelques. Pas trente. Même avant la découverte de pi, un cordon de trente coudées n'aurait pas mesuré toute la circonférence d'un cercle de dix coudées.

Bon, admettons. Dieu n'aime pas les maths. Alors, un peu de sciences naturelles ? Matthieu 13, 31-32 : « Il leur proposa une autre parabole et dit : le royaume des cieux est semblable à un grain de moutarde qu'un homme a pris et semé dans son

champ. C'est la plus petite de toutes les semences : mais quand elle a poussé, elle est plus grande que les plantes potagères et devient un arbre, de sorte que les oiseaux du ciel viennent habiter dans ses branches. » C'est bien connu. Chacun s'abrite de la pluie sous les branches majestueuses du moutardier. Les galions de Philippe II furent construits en bois de moutardier. Les meubles de Louis XV, si exquis, sont tous en bois de moutardier. Et tant les aigles que les vautours ne se réfugient que dans les branches de moutardier (Moutardus Gigantis Matthei, pour les férus de botanique). Que l'on trouve mille semences plus petites que le grain de moutarde ne prouve rien : les graines d'orchidée sont bien plus petites que les graines de moutarde, mais le grain de moutarde est petit par le cœur et par l'esprit. C'est l'intention qui compte.

Passerons-nous à la zoologie ? Deutéronome 32, 11 : « Pareil à l'aigle qui éveille sa couvée, voltige sur ses petits, déploie ses ailes, les prend, les porte sur ses plumes. » En effet, dès qu'elles quittent le moutardier natal, les mamans aigles, dotées d'hélices hypersustentatrices, de compensateurs de poussée et de générateurs de postcombustion, prennent leurs petits sur leurs plumes et volent. Elles volent loin, loin, aussi loin qu'un grain de moutarde !

Encore un peu de zoologie. On connaît bien des remarques désobligeantes sur l'Arche de Noé, ses dimensions, la quantité de nourriture qu'elle aurait dû emporter, les difficultés qu'auraient eu les huit êtres



humains présents à bord pour nettoyer les excréments de tous ces couples, la bizarrerie de la cohabitation du loup et de l'agneau, du python et du lapin, mais je n'avais pas encore lu cette intéressante interrogation : quel système de climatisation formidablement performant fut utilisé à bord, afin d'éviter que les ours polaires ne meurent de chaud, cependant qu'il fallait réchauffer toutes les créatures de la jungle, en haut du mont Ararat où la température est un peu fraîche ? Je transmets l'idée au service de marketing d'Honeywell, en signalant que mes honoraires sont de 10 % sur les ventes.

Nestor Potkine

...la naphthaline

Pédagogie et révolution

GRÉGORY CHAMBAT¹, militant de la CNT et membre de l'équipe rédactionnelle de *N'Autre école*, nous livre un ensemble de textes déjà publiés dans ladite revue avec quelques apports complémentaires toujours éclairants. Il s'agit ici d'une relecture critique de quelques pédagogues souvent cités (Ferrer, Freinet, Illich) ou de Bourdieu, mais aussi de rappeler l'existence et la pensée pédagogique de quelques oubliés comme Albert Thierry et l'occasion de souligner que la «*pédagogie s'inscrit inévitablement dans un projet politique et social*» (page 17).

L'objectif de l'auteur vise à développer aussi une pédagogie socialement critique en interrogeant tant ce qui se passe en classe que ce qui se joue pour la classe (sociale) dans le grand jeu de l'éducation : classe presque toujours objet de l'éducation et trop rarement sujet de son éducation. En d'autres termes, selon une jolie expression de l'auteur, inspirée de Jacques Prévert, trouver le «*chemin buissonnier d'une autre école*» (page 21). École débarrassée de ses hiérarchies et de sa bureaucratie où chacun, en se revendiquant «*travailleur de l'éducation*», et, à nouveau au cœur de l'interprofessionnelle syndicale, pourra œuvrer à un monde nouveau. Car il ne s'agit pas pour Greg de s'intéresser aux pratiques pédagogiques et de les analyser pour favoriser une énième rénovation pédagogique mais bien de faire dérailler la machine ou encore mieux de se la réapproprier. Suite à ce premier chapitre liminaire, il évoque successivement, en reprenant largement les propos de Jean Foucambert, l'école de Ferry dont la vocation était clairement de fermer «*l'ère des révolutions*» (page 41) et de ne plus revivre le cauchemar de la Commune (page 31), remplaçant ainsi au centre du débat le rôle attendu de l'école et d'une certaine instruction. Les chapitres suivants étudient la relation affinitaire entre syndicalisme, tel que conçu par les libertaires, et l'éducation qui d'une certaine manière s'alimentent et s'enrichissent mutuellement car, si le syndicalisme est éducation, l'éducation se doit aussi d'être syndicaliste, c'est-à-dire servir sans asservir les intérêts de la classe ouvrière. À cette fin, est évoquée la nécessité de créer des écoles «*libres*» et une pédagogie de l'action directe, suggérées par Fernand Pelloutier, gérées par les syndicats, sans lien avec l'État, ou de défendre, faute de mieux, la Laïque

qu'il conviendra de «*subvertir de l'intérieur*» (page 48), comme le proposait le journal *L'École émancipée* au début du xx^e siècle. Puis est évoquée la grande figure d'Albert Thierry, chantre d'une pédagogie révolutionnaire et syndicaliste dont les *Réflexions sur l'éducation* furent interrompues par sa mort dans les charniers de 1915. Toujours dans une agréable écriture, vient ensuite la figure de Francisco Ferrer, autre martyr d'une école enfin libérée de tous ses dogmes, et militant de la convergence entre luttes syndicales et combat pédagogique (page 89) ainsi que de l'éducation populaire des adultes. Œuvre constructive que poursuivront les militants de la CNT et de l'UGT dès juillet 1936 rapidement évoqués dans l'ouvrage. Les chapitres ultérieurs évoquent Kozack dont les pratiques inspirèrent les tenants de l'autogestion pédagogique, Illich et la société sans école où tout est occasion d'apprendre, Freire et sa pédagogie des opprimés refusant une conception «*bancaire*» de l'éducation où le savoir s'entasse dans les têtes comme l'argent inutile dans un coffre.

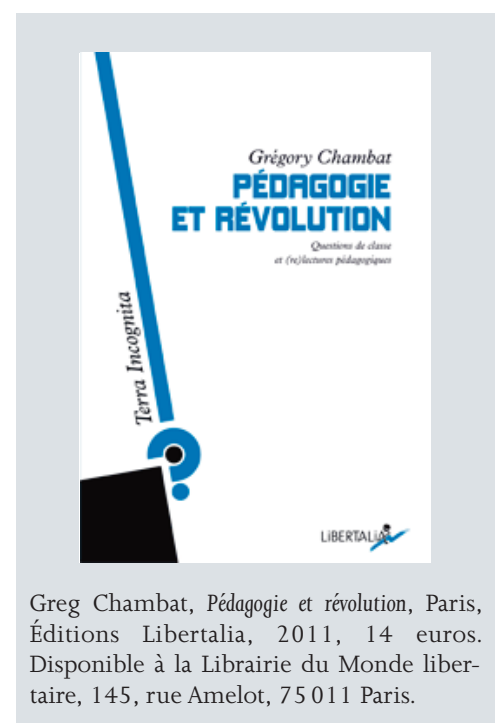
Suite à ce rapide parcours en pédagogie de la liberté, Grégory Chambat aborde l'œuvre de Pierre Bourdieu et de Jacques Rancière. C'est sans doute la partie la moins intéressante de l'ouvrage car trop brève. Certes, en s'inspirant des travaux de Charlotte Nordmann, il souligne les contradictions dans l'œuvre de Bourdieu sur la fonction ou non de l'éducation dans la mise en place et la reproduction de l'appareil de domination mais sans apporter d'éléments d'analyse innovants. Quant à l'œuvre de Rancière, ce maître ignorant, dont la pensée critique permet de penser qu'une réconciliation est possible entre éducation et émancipation, elle demanderait à être davantage développée, ce dont l'auteur d'ailleurs convient. Pour terminer, l'ouvrage revient sur Célestin Freinet et sur le détournement contemporain de ses pratiques pédagogiques pour former des entrepreneurs et des managers (page 176) et renforcer leurs capacités de domination. Démonstration du risque que court toute pédagogie, aussi émancipatrice soit-elle, si elle est déconnectée de ses finalités sociales et réduite à une simple boîte à outils. Au demeurant, la pédagogie revendiquée par les militants de l'Institut coopératif de l'école moderne (Icem) est bien, lorsque

son projet politique n'est pas dévoyé, celle d'une école émancipée et libératrice comme l'a démontré avec force l'expérience conduite à Mons-en-Barœul au début des années 2000.

Pour conclure, une relecture utile et recontextualisée de quelques grands moments de la pédagogie «*révolutionnaire*» et de la prose de ses acteurs. Toutefois on pourra regretter, d'une part, l'absence de réflexion sur la place des méthodes pédagogiques dans la production ou non de la liberté et de l'impossible neutralité idéologique de l'outil et des méthodes. D'autre part, malgré une très belle bibliographie, un appareil de notes souvent sommaire ne permet pas toujours de pouvoir continuer facilement une quête du savoir auquel pourtant nous invitent les réflexions de l'auteur. À signaler sur le livre un bandeau noir avec cette maxime de Montaigne : «*Éduquer c'est allumer un feu.*» Reste donc aux passionnés de l'éducation et de l'émancipation à trouver la mèche et à l'embras(s)er avec la flamme de la liberté, de la «*liberterre*».

Hugues Lenoir

Groupe Pierre-Besnard
 de la Fédération anarchiste



Greg Chambat, *Pédagogie et révolution*, Paris, Éditions Libertalia, 2011, 14 euros. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75 011 Paris.

À vos barricades, camarades !

Un journal de moins, un peu plus de liberté !

C'est ce que titrait à sa une le dernier numéro du Plan B, le 30 avril 2010, lorsqu'il mettait la clé sous la porte. Ils (les rédacteurs du journal) allaient pouvoir faire autre chose et nous (lecteurs) aussi.

La faute au satané pognon, au fric bien sûr, mais on ne pouvait expliquer cette disparition uniquement par la situation économique qui censure toute créativité. D'ailleurs c'est ce que déclarait l'ultime éditorial : « Ça n'est pas que » et il expliquait : « En mars 2006, entre la victoire du "non" au référendum sur la Constitution européenne et le triomphe de la bataille contre le CE, les fées de la lutte sociale s'étaient penchées sur le berceau de la jeune publication sardone [entendez le Plan B]. Agitant leurs banderoles magiques, elles avaient prévenu qu'un journal de critique des médias et d'enquêtes sociales tirerait sa force de son ancrage dans les cortèges autant que de son audience. Entrelacer guerre sociale et guerre des idées, nourrir celle-ci au lait de celle-là : la ligne était tracée. »

Fin finale, la version du Plan B papier a cessé, et le journal perdue sur la toile. Il est bien vivant. On s'en réjouit !

Cet énoncé – « Un journal de moins, un peu plus de liberté » – qu'on appliquera peut-être plus facilement à la presse qui nous enfume qu'à propos d'un journal qui pointe les injustices sociales, a été récemment repris par la revue Article 11.

Ainsi, cette récente et bonne revue, qui en est au numéro 6, se démarquait des litanies consensuelles quant à la récente destruction du siège de Charlie Hebdo. Face à la déferlante de voix ulcérées, et qui ont vite trouvé des coupables, il était quand même bon que les tabous tombent pour faire entendre un autre son de cloche. Tout en jugeant qu'effectivement cette destruction était « un mal », il était de rigueur de rappeler que « Charlie Hebdo est devenu une contestation boboisée, bien convenue, d'une gauche peu encline et d'ailleurs peu entraînée à la confrontation d'idées. Pour Charlie qui stationne sur la case "faux amis" du jeu de l'oie médiatique, car ce n'est pas le hasard, ni l'injustice qui l'ont amené dans cette case, on pourrait invoquer Dieu "Protégez-moi de mes amis, de mes ennemis je me charge". »

Des journaux meurent, d'autres naissent

Un nouveau magazine au titre fortement évocateur – *Barricade* – vient de paraître. Pour reprendre la phrase du Plan B et lui faire un petit clin d'œil, on pourrait dire dans ce cas : « Un journal en plus, c'est moins de liberté pour l'ignorance. » Loin de voir dans celui-ci un concurrent, il y a là plutôt une nouvelle stimulation pour les esprits. Pour tout journal, comme



pour les individus, il est rare qu'il en soit de parfaits. Néanmoins, dans ce premier numéro je retiens de vraies qualités de plumes. On peut y retrouver des auteurs du *Monde libertaire* et d'autres proches de nos idées. Ce qui importe, avec la venue de nouveaux journaux dans le sillage libertaire, c'est que différents points de vue vont servir à échafauder des idées toujours plus clairement. Parfois on peut se sentir englouti sous la profusion de la presse (même de qualité), mais en revanche c'est comme une musique qui se perfectionnerait, une sculpture qui prendrait forme.

La vie fait naître des idées, elles se partagent et s'entremêlent pour qu'au final l'espoir de s'organiser mieux apparaisse possible.

Pour autant, comment éviter de faire du sensationnel, ou du spectaculaire, dans un journal ? La manipulation est permanente dans les médias et ravage les cerveaux disponibles. S'exprimer revient toujours à en faire ou dire un peu trop, même si c'est pour une bonne cause. On échappe difficilement au fait de vouloir séduire, même un tout petit peu. Le tout est d'abord de le savoir.

Alors qu'est-ce qui (m'a) séduit dans cette revue, puisque le but de cet article est de vous inviter à la découvrir ? Voici donc quelques bribes de pensées, prises ici et là.

Les temps sont durs, et le temps est à retrouver

C'est une réflexion sur les nouvelles technologies. Présentes au travail, elles se sont immiscées peu à peu dans la sphère privée. L'aspect négatif, c'est qu'elles nous ont préparés à la

multiplication des tâches, à vivre toujours plus rapidement et dans l'urgence, comme au travail. L'article de Pascale Hustache dans *Barricade* s'achève par cette sorte de méditation : la lenteur et le silence sont dangereux. Cette constatation n'est peut-être pas nouvelle pour les lecteurs du *Monde libertaire*, mais elle est particulièrement bien amenée par un raisonnement et une démonstration intelligente. Le fait de revenir encore sur ce sujet – notre relation aux autres à travers écrans, téléphones – ne nous permet-il pas de rester en alerte et de reprendre peut-être un rythme de vie plus serein ?

Dans un autre article de la revue, c'est Raoul Vaneigem, que connaissent bien les lecteurs du *Monde libertaire*, qui écrit : « Trop de contestataires ont cru porter au capitalisme, s'effondrant sous le poids de son absurdité, des coups qui se voulaient mortels et n'étaient que d'allégoriques moulinets de matamores » ; « La vie clandestine qui mine peu à peu (le vieux monde) sur laquelle il n'a aucune prise, parce qu'elle niche au cœur de chacun. C'est là dans la clandestinité d'existences qui se cherchent que s'élabore lentement une société nouvelle. »

Place est donc faite dans la revue à la personnalité, à l'individu, à l'action solidaire, à la dénonciation des religions, à la lenteur, à la gratuité, au silence...

Le féminin est invité dans un article intitulé « L'éloge du trouble ». On croise également l'évocation d'une femme qui a vécu la Commune de Paris, André Léo (1824-1900) dont voici quelques citations : « L'amour propre révolté suffit pour haïr la tyrannie ; tandis que pour être équitable envers tous, il faut l'esprit de justice. » « Ce qui se fait opposant s'est levé au nom de la liberté ; il s'assied, après ses conquêtes, sur le trône qu'il s'est construit ; il continue de trouver mauvais ce qui le domine, mais il trouve bon ce qui lui est soumis. Du grand au plus petit, c'est ce qui se passe un peu partout, dans la ville, dans l'État, dans le groupe ou dans la famille. »

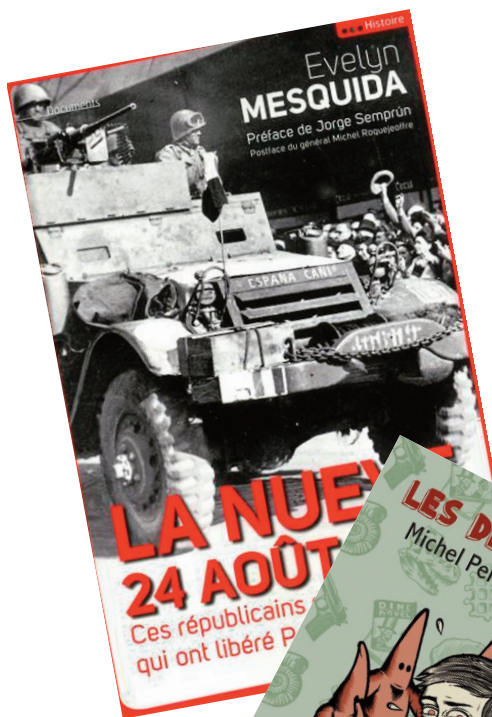
André Léo n'aura certes pas convaincu les proudhoniens de l'époque de la nécessité de l'égalité homme et femme, mais si Proudhon lui-même et elle avaient eu plus de temps, qui sait si elle n'y serait pas parvenue ? Elle est connue surtout à partir de 1861 et Proudhon meurt en 1865.

Barricade est un magazine d'idées, mais aussi d'humour. En plus des dessins qui illustrent la revue, on y trouve l'occasion de revenir sur une journée porte ouverte des artistes de Belleville dans un atelier de deux artistes surprenants qui n'ont pas laissé indifférent leur visiteur. Mais là je vous laisse la surprise, il ne s'agit pas de tout dévoiler !

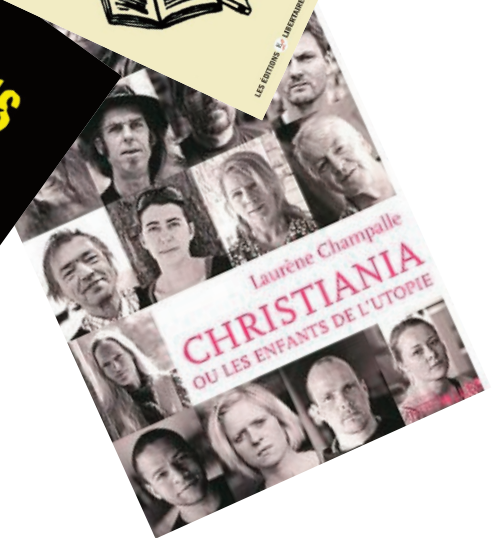
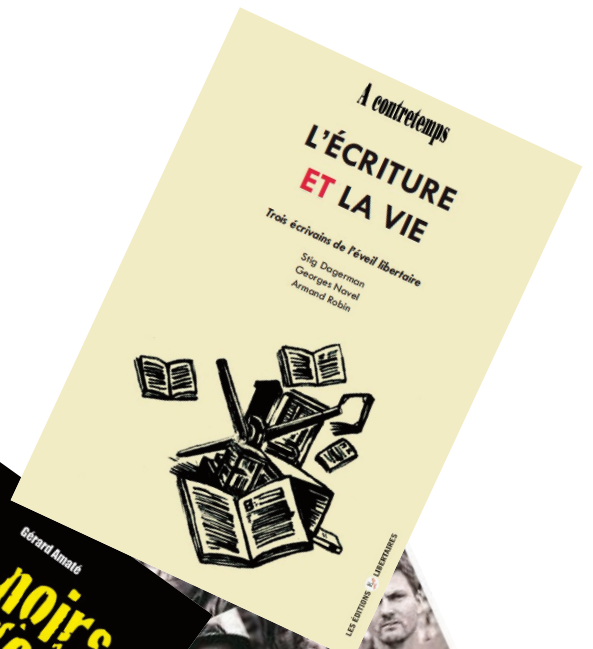
Inana

Livres **exquis** à la Librairie du Monde libertaire

Les libraires vous conseillent



JANN-MARC ROUILLAN
De mémoire (3)
La courte saison des GARI : Toulouse 1970



L'Écriture et la vie de À Contretemps

Dernier rejeton de la collection consacrée par les Éditions libertaires à l'excellente revue *À Contretemps*, ce livre vous propose de découvrir la vie et l'œuvre de trois écrivains libertaires : Stig Dagerman, Georges Navel et Armand Robin. Le coup de cœur du mois de novembre du *Monde libertaire*. Éditions libertaires, novembre 2011, 332 pages, 15 euros.

De mémoire (3), la courte saison des Gari de Jann-Marc Rouillan

Le dernier volume des mémoires du bonhomme qui, dans les années 1970, prônait la révolution groupusculaire avec la mitrailleuse... Agone, septembre 2011, 345 pages, 22 euros.

Les démons du muséum de Michel Perrin

L'auteur nous livre une histoire haute en couleurs où un petit groupe de personnages enquête sur de mystérieux individus – aux sympathies créationnistes – qui semblent en vouloir au squelette de notre brave ancêtre australopithèque, Lucy. Éditions Chant d'orties, août 2011, 150 pages, 13 euros.

Christiania, ou les enfants de l'utopie de Laurene Champalle

Retour sur une expérience autogestionnaire, celle de la communauté Christiania, en plein cœur de Copenhague, sur une friche militaire de 34 hectares. L'auteur nous y conduit à travers une étude basée sur les témoignages de dix-sept Christianites. éditions Intervalles, novembre 2001, 185 pages, 18 euros.

La Nueve, 24 août 1944 : ces républicains espagnols qui ont libéré Paris de Evelyn Mesquida

Evelyn Mesquida journaliste et écrivain espagnole avait déjà traité ce sujet dans des ouvrages précédents. Elle retraçait ainsi le parcours de ces révolutionnaires ibériques « oubliés » de l'histoire officielle qui continuaient leur combat antifasciste en France. Cette traduction française est due au camarade Serge Utgé-Royo. Éditions du Cherche-Midi, 374 pages, 18 euros.

De noirs orages de Gérard Amaté

Gérard Amaté a troqué le bleu de chauffe contre la plume de l'écrivain. Il n'a pas oublié ses origines et nous y gagnons ce polar qui se déroule en milieu prolétaire. Éditions Atelier de création libertaire, 127 pages, 10 euros.

L'esthétique et les anarchistes

LE DERNIER DES GRANDS THÉORICIENS de l'anarchisme à s'être exprimé sur l'esthétique est aussi sans doute celui qui y était le plus sensible. Dès son enfance en effet, Pierre Kropotkine (1842-1921) note que l'art est le libre exercice de dons innés, exercice que l'éducation prive petit à petit de sa spontanéité. Encore adolescent, possédant déjà une conscience politique décisive, il écrit que l'art représente le pressentiment d'un monde d'aventures et de découvertes, mais aussi l'évasion hors des contraintes sociales qui emprisonnent le monde actuel. Parvenu à l'âge adulte, homme, intellectuel et citoyen engagé, il nous dit que l'art – ou l'imaginaire – doit être la base d'un mouvement de révolte contre l'oppression. On ne s'étonnera donc pas qu'il soit devenu le premier penseur révolutionnaire à poser en termes modernes la question de l'engagement de l'artiste. Mais aussi probablement le seul qui ait compris la nécessité pour cet engagement d'être fondé sur la réciprocité consciente des apports, entre le militant d'une part et l'artiste d'autre part.

Au militant l'artiste apporte sa propre légitimation de la cause, à l'artiste le militant promet que la révolution permettra de surmonter les difficultés de vivre et de créer. C'est tout le sens de l'appel que Kropotkine lance aux artistes de son temps : « Vous, poètes, peintres, sculpteurs, musiciens, si vous avez compris votre vraie mission et les intérêts de l'art lui-même, venez donc mettre votre plume, votre pinceau, votre burin au service de la révolution. »

Pour autant, rien ne doit pour lui limiter l'évolution de l'artiste comme de l'art. Il se pose donc légitimement la question de savoir si les chemins de la création ne vont pas être affectés par l'engagement de l'artiste, et si ces mêmes chemins peuvent rester libres de toute contrainte extérieure. Ne risquent-ils pas, au contraire, de se subordonner aux lois d'une société nouvelle fière de ses conquêtes et, par voie de conséquence, intolérante ? C'est ce questionnement fondamental qui fait la supériorité de Kropotkine sur Engels et Marx : né, un demi-siècle après leurs décès, de leurs théories sur l'aliénation de l'homme et de l'artiste, l'esthétique marxiste se fera le gardien zélé de la tradition réaliste. Pire, pour y parvenir, elle écrasera dans le sang la création artistique, au prétendu bénéfice de la création sociale. Un déterminisme intransigeant qui sera la cause de la stérilité de l'art « socialiste ». Michel Bakounine (1814-1876) attendra lui d'être arrivé aux portes de la mort



pour définir, en une seule phrase, sa relation intime à l'esthétique : « Tout passera, et le monde périra, mais la IX^e Symphonie survivra. » Le grand théoricien du socialisme libertaire, résolument hostile à toute récupération de la création artistique par une cause quelconque, aussi noble soit-elle, n'a en effet consacré aucune étude spécifique à l'art. On ne peut que le regretter, à lire la puissance poétique de son « culte » de l'inconnu et de Dionysos.

Pour Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865), l'art n'est qu'une discipline parmi d'autres, qui se doit de consacrer toutes ses forces à l'avènement d'une société meilleure, au sommet de laquelle il place la justice sociale. Une éthique incontournable qui subordonne malheureusement l'art à la morale, et exige de lui qu'il participe à une évolution très subjective de l'humanité. En ce sens, Proudhon est plus proche de Marx... que de Kropotkine.

Georges Sorel (1847-1922) construira avec son collaborateur Édouard Berth des ponts reliant Marx à Proudhon. Du premier ils retiennent certains principes du matérialisme dialectique, au second ils empruntent sa sensibilité antiautoritaire. Mais leur approche sociologique les limitera dans leurs tentatives de réussir la synthèse des deux.

Pour Fernand Pelloutier (1867-1901), l'art n'est rien moins qu'une arme, dont la tâche première est de « faire des révoltés ». Il invite vigoureusement les artistes à s'engager. Mais il se dira tout aussi vigoureusement opposé à un esprit partisan en matière d'art, revendiquant qu'aucune esthétique particulière ne soit imposée à ses collaborateurs du manifeste *Pro domo* et de la revue *L'Art social*. Pourtant, les articles publiés dans les premiers numéros de cette revue politico-culturelle sont frappés du sceau d'une communauté de tendances fâcheusement monolithique. Tout de même trouve-t-il des accents « kropotkiniens » pour s'adresser aux artistes : « Écrivains, exprimez à toute heure votre colère contre les iniquités. Peintres, ranimez de votre talent et de votre cœur le souvenir des grandes révoltes. Poètes et musiciens, lancez les strophes vibrantes qui éveilleront dans l'âme des humbles l'impatience de leur servage ! »

Plus près de nous, un Jean Dubuffet (1901-1985) se revendiquera à la fois artiste et théoricien anarchiste, mais la finalité petite-bourgeoise de son engagement lui vaudra d'être assassiné d'un ironique « La société de consommation s'accommode beaucoup mieux de Gauguin à Tahiti que de Courbet place Vendôme » par son ami Michel Ragon, compagnon de route des anarchistes.

Finalement, celui qui, après Kropotkine, s'est approché au plus près d'une définition anarchiste de l'esthétique, est peut-être Albert Camus (1913-1960) qui nous disait, dans son *Discours de Stockholm* : « Celui qui, souvent, a choisi son destin d'artiste parce qu'il se sentait différent apprend bien vite qu'il ne nourrira son art, et sa différence, qu'en avouant sa ressemblance avec tous. L'artiste se forge dans cet aller-retour perpétuel de lui aux autres, à mi-chemin de la beauté dont il ne peut se passer et de la communauté à laquelle il ne peut s'arracher. »

Jean

Groupe Artracaille
de la Fédération anarchiste

Bibliographie :

Daniel Guérin, *Ni Dieu ni maître*
Pierre-Joseph Proudhon, *Du principe de l'art et de sa destination finale*
Léon Tolstoï, *Qu'est-ce que l'art ?*
Fernand Pelloutier, *L'art et la révolte*
Albert Camus, *Discours de Stockholm*
André Reszler, *L'esthétique anarchiste*

Théâtre

Caligula

CALIGULA est une des pièces les plus complexes de l'auteur de *L'Étranger* et de *La Peste*.

Le miracle de l'interprétation de Benoît Dugas est que son débit, une articulation accentuée liée à des rictus au fil du rasoir et à des intonations sarcastiques, soulignent continûment et éclairent la portée et l'inextricable perversité de la moindre séquence du discours impérial: implacable clarté et forêt d'ombres menaçantes, crudité et glauque, tel l'a voulu le philosophe, tel il nous est restitué.

Le personnage est à triple ou quadruple fond, son ambition se développant frénétiquement, en progression géométrique, comme chez bien des gens de pouvoir, ce en quoi la pièce est moderne.

Beaucoup d'étudiantes étrangères dans la salle, ravies de si bien accéder à ce texte déroutant sur l'énigme de la tyrannie, à la fois folie et intelligence autorisant toutes les manipulations, toute-puissance et solitude tragique, respect officiel de la vie humaine (ici au nom d'un pseudo-pacifisme) et suppression allègre de celle-ci comme preuve d'une liberté plus grande que celle des dieux (ce thème de l'athéisme rejoignant chez Camus celui de «l'absurdité» de la condition humaine, fomenteuse de révolte, illustrée par le mythe de Sisyphe), fantasmes des plus délirants (attraper la lune) et implacable maîtrise des jeux de domination.

Tout cela servi par une mise en scène minimaliste et efficace de Jean-Luc Jeener: quelques sièges romains sur lesquels s'articule la chorégraphie apeurée des serviteurs et courtisans autour de leur maître, et qui accueillent de courtes pauses pour des dialogues piégés. Le retour à la disposition en rond, sur le même plan que l'aire de jeu, permettant aux spectateurs de vivre le drame de près et d'en suivre la progression sur la physiologie des acteurs.

Une belle réussite.

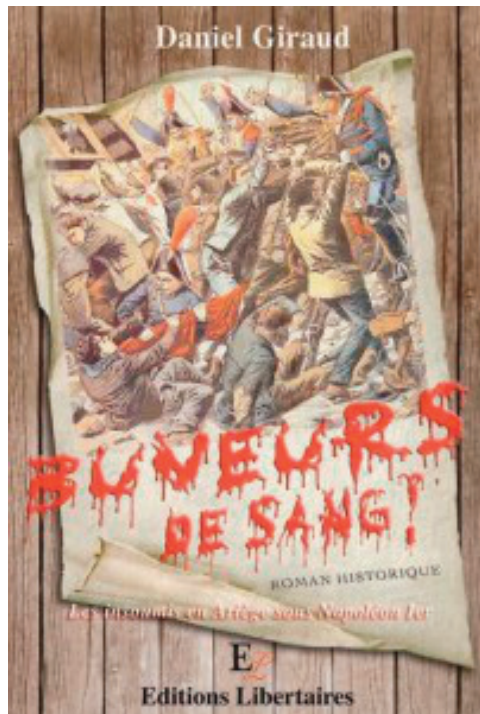
À voir jusqu'au 31 décembre, avec toutes sortes de chefs-d'œuvre «classiques» du xx^e siècle, sans doute, comme celui-ci, terriblement actuels.

Théâtre du Nord Ouest, 13, rue du Faubourg-Montmartre (métro Grands-Boulevards). Tel: 01 47 70 32 75.

Claude Margat

Livre

Giraud le Magnifique



Connaissez-vous Daniel Giraud? L'anarchiste taoïste musicien de blues, ami intime de feu maître Jean-Carteret? Non? Et bien voici l'occasion cette fois de ne pas manquer le véritable électron libre. J'entends encore la voix de Jean-Marc Raynaud au téléphone il y a quelques mois: «Je viens de recevoir un manuscrit génial de Daniel Giraud. Je te l'expédie par le net, c'est un roman historique, lis-le tout de suite...» Un roman historique? On connaît l'œuvre de Giraud à travers ses poèmes, ses essais percutants et ses brûlots, mais un roman historique... J'ai ouvert le dossier sur mon ordinateur et suis tombé tout de suite dedans pour ne plus en sortir qu'au point final plutôt décalqué par ce que je venais de lire. Ce récit concerne la période pendant laquelle Napoléon fit recruter de force les paysans ariégeois afin de les enrôler dans sa maudite armée. Quatre-vingt-dix-huit pour cent des hommes destinés à devenir de la chair à canon résistèrent jusqu'à la mort à l'enrôlement. Un colporteur est le personnage central de ce récit, sans doute Giraud lui-même. Il jouait également ce rôle qui lui allait comme un gant dans le film *Le retour de Martin Guerre*. Tout au long du récit, nous accompagnons le colporteur dans ses déplacements, ses paysages, ses amitiés, ses amours, ses résistances, et le pays d'Ariège se met soudain à vivre autour de lui avec ses couleurs, ses douleurs, ses beautés, sa grandeur de misère. En quelque cent pages d'un récit

haletant, émouvant, troublant, Giraud réussit l'hybridation parfaite entre le présent et le passé historique. Daniel Giraud, il est vrai, vit en Ariège depuis quarante ans, c'est dire s'il connaît la mentalité des Ariégeois. Un sérieux travail d'investigation réalisé aux archives départementales a servi de grille historique au roman. Pour ce qui concerne les différents protagonistes de l'histoire, ils sont ce que sont les Ariégeois d'aujourd'hui et d'autrefois. Ceux «des plaines» Foix, Pamiers sont plus frileux et plus lâches que ceux de la vallée de Sentenac, de vrais montagnards ceux-là! On n'échappe pas si facilement aux souillures de l'histoire, et puis les drames font toujours de beaux livres et encore plus lorsqu'ils sont des indications sur l'état du présent. Giraud avoue non sans humour qu'il n'apprécie pas beaucoup le roman en tant que genre littéraire. Il est donc peut-être nécessaire de ne pas apprécier un genre pour trouver la juste mesure des mots. Cela n'est pas surprenant. Les ressorts de la pensée sont contradictoires. La chance tient en ce qu'ils produisent quelquefois un résultat de cette espèce-là. Ce livre est beaucoup plus qu'une tranche d'honneur et de vie, c'est un nouveau maillage qui s'est formé entre la littérature et l'histoire.

Claude Margat

Daniel Giraud, *Buveurs de sang*, Éditions libertaires, 10 euros.

Cinéma

Les Intouchables

La critique est unanime au sujet de ce film d'Olivier Nacache et Eric Toledano, qui tape où il faut, sur des terrains sensibles disposés en chiasme: inégalité sociale et handicap, avec des aperçus de la vie des cités très réalistes. Le jeu d'Omar Sy est stupéfiant, en parfaite complémentarité avec l'interprétation réservée et toute en nuances de François Cluzet. Parait excessif l'écart des situations qui avec celui des langages est un ressort comique assuré: une vie moins luxueuse du côté du «patron» aurait permis une combinaison toute aussi efficace.

Et le dénouement fleur bleue est une facilité.

Telle quelle, cette démonstration de vitalité contagieuse, par-delà les plus criantes différences, est bien venue en ces temps de doute et de grisaille... et parfois de haine de l'autre.

Marie-Claire Calmus

Front comtois en procès

JEUDI 8 DÉCEMBRE 2011 se tiendra le procès du Front comtois, groupuscule de la frange la plus dure de l'extrême droite. Cette organisation fasciste comparait pour des textes négationnistes et des affiches à caractère raciste. Des associations de la gauche institutionnelle, dont SOS Racisme, ont déposé plainte contre elle.

Nous ne sommes pas venus apporter notre soutien à cette plainte. Celle-ci entraî-

nera, au maximum, la dissolution du Front comtois qui se reformera sous un autre nom. Nous sommes venus dire que, malgré quelques procédures judiciaires, l'État est complice de la montée du fascisme et du racisme en France: il montre l'exemple. Ainsi, ce sont les suppressions d'aides sociales aux parents immigrés, les rafles et expulsions de sans-papiers et de Roms qui sont autant d'encouragements donnés à ces groupuscules.

L'extrême droite a toujours tenu des discours sociaux et populistes, discours avec lesquels elle renoue vigoureusement en cette période de crise. Mais dans les faits elle a toujours appliqué une politique économique défendant les intérêts des plus riches, tout comme le font nos gouvernants actuels. Méfions-nous, l'extrême droite sait tirer profit de cette période réactionnaire: elle ne se cache plus et va jusqu'à agresser physiquement et ouvertement des personnes de certaines couleurs et des militants politiques,

notamment à Lyon où celle-ci agit en toute impunité policière.

Peu importe cette décision de justice, il s'agit dès maintenant de s'organiser de manière durable et concrète contre le fascisme. Celui-ci est impulsé par le capitalisme, le patronat et l'État ayant tout intérêt à diviser les travailleurs et la population. Les luttes sociales doivent être vigilantes face aux corruptions et aux exactions fascistes qui tentent de s'infiltrer pour casser toute organisation populaire et tout mouvement social.

Soyons vigilants, militons ensemble!

Ne récrivons pas les mêmes horreurs de l'histoire, ne laissons pas passer le fascisme!

**CNT Doubs
Groupe Proudhon de la FA
Scalp Bezak**

Pour s'organiser et résister

Rassemblement le samedi 3 décembre à 14 heures à Besançon, esplanade des Droits-de-l'homme (place de la mairie).

Rassemblement le jeudi 8 décembre à 9 heures à Montbéliard devant le TGI à la Petite Hollande.

Nouvelle parution chez les copains de **Libertalia**



Luttes autonomes et expériences alternatives au Pays basque (1980-1992)

Les années 1980 représentent pour l'Espagne la seconde étape de ce que l'on a nommé la «transition démocratique» et son intégration à l'Europe. Cette période fut l'occasion d'une intense agitation sociale, particulièrement dans les territoires basques. Outre les mouvements nationalistes, on y vit fleurir un mouvement antiautoritaire, libertaire, prenant comme esthétique la vague punk qui balayait alors tout le pays.

Ce mouvement eut de multiples aspects: squats, radios pirates, fanzines, musique. Il se retrouva mêlé aux luttes ouvrières, étudiantes, féministes, antimilitaristes, écologistes, pour le logement...

Il fut en butte à la répression des États espagnol et français ainsi qu'à l'ostracisme ou aux calomnies du mouvement de libération nationale basque classique.

Ce livre évoque une histoire oubliée par l'historiographie officielle et la geste natio-

naliste, une histoire souvent méconnue par le public francophone. Loin d'être une glorification ou un objet nostalgique, son but, au-delà de rendre justice aux protagonistes consiste à poser cette simple question: «Comment ne pas refaire les mêmes erreurs?»

«Estatuari gerra pakean utzi arte» («Guerre à l'État... jusqu'à ce qu'on nous foute la paix») est le titre d'un morceau du groupe punk Hertzainak. Hommage au camarade Piti mort accidentellement sur une bombe, ce morceau est devenu un hymne.

Avec ce nouveau titre, Libertalia inaugure une nouvelle collection, mêlant graphisme, alternatives politiques et culturelles.

Des extraits du livre sont disponibles sur le site de la maison d'édition à cette adresse: <http://editionslibertalia.com/>



Jeudi 1^{er} décembre

Chronique hebdo (10 heures) À propos du colloque international de la Société Proudhon l'émission portera sur les conceptions de Proudhon quant au suffrage universel, à l'autogestion et au mandat impératif.

Cinéma en free style (19 h 30) Invitée: Jeanne Labrune, réalisatrice.

Entre chiens et loups (20 h 30) Jazzlib. Thème: Pat Martino, un grand dans l'oubli.

Vendredi 2 décembre

Les oreilles libres (14 h 30) Carte blanche à Laurent Pascal pour une émission sur le jazz contemporain.

Sortir du colonialisme (16 heures) La Kanaky, une lutte pour l'indépendance, avec Yannick Waikata, de l'Union des étudiants kanaks.

Samedi 3 décembre

Chroniques rebelles (13 h 30) La Nueve. 24 août 1944. Ces républicains espagnols qui ont libéré Paris (Cherche Midi).

Longtemps, je me suis couché de bonne heure (19 heures) Invités: Jacques Kermabon, critique de cinéma et rédacteur en chef du magazine Bref; Denis Walgenwitz, réalisateur et président de l'Afca (Association française du cinéma d'animation).

Mercredi 7 décembre

L'Entonnoir (09 h 30) Invitée: Ghislène Rivet, militante à la LDH et au collectif Mais c'est un homme, à propos de la déclaration de ce même collectif d'«entrée en résistance» dite

«déclaration du 1^{er} août», en réponse à la mise en application de la loi du 5 juillet relative aux «soins» psychiatriques «sans consentement».

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues Junction Jamaïque et USA.

Femmes libres (18 h 30) Moment de détente intelligente et au féminin avec le groupe de jazz uniquement féminin Dixirella Quartet.

Jeudi 8 décembre

De rimes et de notes (12 heures) Carte blanche à Guy (de Metz), animateur radio. Son invité: Éric Frasiak.

Cinéma en free style (19 h 30) Invité: Jean Streff, scénariste, écrivain et réalisateur, auteur entre autres des *Extravagances du désir* et le *Masochisme au cinéma*.



3 et 4 décembre

Chalette (45)

Salon du livre.

Du 4 déc. au 7 janv.

Montreuil (93)

Exposition de notre chère dessinatrice Riri, au Fatalitas, 3, rue Édouard-Vaillant, Métro Croix-de-Chavaux.

Vendredi 2 décembre

Paris XI^e

À partir de 19h30. «L'ai-je bien lu?». Les soirées lecture de la Librairie du Monde libertaire. Après la librairie... c'est encore la librairie! Thème du jour: La critique de la valeur. Francis (simple lecteur) et quelques autres viendront discuter avec vous de ce bouquin qu'ils ont lu et aimé: *Temps, travail et domination sociale* de Moishe Postone. À la librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot, Métros Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Ouverte tous les jours de 14 heures à 19h30 et le samedi de 10 heures à 19h30.

Samedi 3 décembre

Besançon (25)

14 heures À l'occasion du procès du Front comtois, venons exprimer notre refus de l'extrême droite et de tous les discours haineux. Rassemblement à 14 heures, esplanade des Droits-de-l'Homme, à l'appel de la CNT, de la Fédération anarchiste, du Scalp et de libertaires.

Le Mans (72)

16 heures. Le groupe Lairial organise un café libertaire: L'Internationale, 1864-1876 L'AIT, 1^{ère} partie... Le XIX^e siècle politique est à la fois conservateur et révolutionnaire. L'industrie est en plein essor, les entreprises capitalistes se multiplient. Les coopératives ouvrières s'installent dans l'économie. Le mouvement social s'organise en associations et sociétés ouvrières. L'affrontement des idéologies politiques sera rude au sein des luttes sociales. Exposé et débat. Épicerie du Pré, 31 rue du Pré.

Paris IX^e

15 heures Agnès Bihl en concert. Feu follet tour à tour effronté et charmeur, Agnès Bihl ne mâche pas ses mots pour tirer à bout portant sur la bêtise au front bas. Bibliothèque Valeyre, 24 rue de Rochechouart. Métro: Cadet. Entrée libre et gratuite.

Dimanche 4 décembre

Montreuil (93)

17 heures. Vernissage de l'expo de notre chère dessinatrice Riri. Au 8 bar, face au Fatalitas, 3, rue Édouard-Vaillant. Métro Croix-de-Chavaux.

Mardi 6 décembre

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle: «De l'administration coloniale aux politiques migratoires iniques». Première rencontre/débat: «Administration coloniale en Algérie, administration des étrangers en métropole: quelles continuités?» Présentation de Françoise de Barros, enseignante-chercheuse à Paris VIII et au laboratoire Cresppa. Bourse du travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Mercredi 7 décembre

Audincourt (25)

Concert avec Zep (Zone d'expression populaire), à 19h30, salle des Trois Oranges, à l'initiative du collectif Antifa du pays de Montbéliard. Entrée 10 euros.

Jeudi 8 décembre

Caen (14)

20 heures. Débat sur l'antipsychiatrie (d'hier à aujourd'hui) avec Jacques Lesage de La Haye, militant anarchiste, psychologue reichien et auteur du livre *La mort de l'asile*. À l'amphi Tocqueville, campus 1. Entrée libre.

Montbéliard (25)

Rassemblement devant le TGI, à La Petite Hollande, à 9 heures.

Vendredi 9 décembre

Vannes (56)

20h30. Débat «Défaites vos idées toutes faites sur l'anarchisme» par le groupe libertaire Lochu-Ferrer (Fédération anarchiste Vannes-Lorient). Palais des Arts.

Samedi 10 décembre

Marseille (13)

17 heures. «La Mort-Marraine», conte fantastique, adapté et réécrit avec humour par Anne Quesemand: «Quand la Mort adopte un enfant, quelle idée a-t-elle derrière le crâne?» Causerie animée par Patrick Ferrage. Au Cira, 3 rue Saint-Dominique. Permanences du mardi au vendredi de 15 heures à 18h30 avec une prolongation le mardi jusqu'à 21 heures. Téléphone: 09 50 51 10 89 (tarif local en France). À partir du 1^{er} janvier 2012, la nouvelle adresse du Cira sera: 50 rue Consolat 13001 Marseille. Courriel: cira.marseille@free.fr Sur Internet: cira.marseille.free.fr

Rennes (35)

20h30. Concert de soutien au site Rennes Info. Avec Murder One (Punk HxC, Vannes), Death Or Glory (Punk Rock, Rennes) et Heaven Sucks (Metal HxC, Rennes). Organisé par General Strike et Happy Culture. Prix libre. Au bar La Paillote, 18 rue Saint-Michel.



La FA arrive près de Redon

Une nouvelle liaison de la Fédération anarchiste est présente près de Redon dans le département d'Ille-et-Vilaine (35). Vous pouvez contacter la liaison Géronimo à l'adresse suivante : geronimo@federation-anarchiste.org ou par courrier à : Librairie associative La Commune, 17, rue de Chateaudun 35000 Rennes

vingtième THEATRE

NOUVEAU THEATRE DE NOVEMBRE

DIRECTION PASCAL MARTINET

7 RUE DES PLATRIERES 75020 PARIS. TEL : 01 43 66 01 13. METRO MENILMONTANT

UNION *pacifiste* **50** **ANS**

PETITS CONS ! VOUS N'AVEZ RIEN COMPRIS !
VOUS RESTEREZ UNE ARMÉE DE DÉLINQUANTS !

LA FÊTE!



**AVEC FRASIAK, NATHALIE SOLENCE
& SERGE UTGÉ-ROYO**

**LUNDI 5 DECEMBRE 2011 - 20 H
01 43 52 20 40**